

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2011/27156]

20 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts et de deux surimpressions sur le territoire de la commune de Namur (Beez)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 4, 22, 23, 25, 32 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 14 mai 1986 et 5 décembre 1991 établissant le plan de secteur de Namur, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 20 avril 2006 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez) et adoptant le contenu de l'étude d'incidences de plan;

Considérant l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la société anonyme ARIES Consultants, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code; considérant que le document final de l'étude a été déposé en août 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez);

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 6 avril 2009 au 20 mai 2009 conformément aux articles 4, 43 et 46 du Code; qu'une réunion d'information s'est tenue le 30 avril 2009;

Considérant les documents du dossier qui ont été soumis à consultation pendant l'enquête publique;

Vu les réclamations et observations introduites au cours de l'enquête publique;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation qui s'est tenue le 20 mai 2009;

Vu l'avis défavorable du conseil communal de Namur du 29 juin 2009;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 8 février 2010;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 25 février 2010, assorti de remarques et d'observations;

Considérant les remarques et observations émises au cours de l'enquête publique, répertoriées comme suit dans la liste établie par la commune de Namur :

M. Gérard Jean, rue de Forêt 22, 5000 Beez

M. et Mme de Rosen de Borgharen-de Paul de Brachifontaine, rue du Long-Sart 102, 5021 Boninne

Namur-Est Environnement, rue de Maizeret 29, 5101 Loyers

M. et Mme Ciparisse-Paelinck, avenue Reine Elisabeth 72, 5000 Namur

M. Aspeslagh, rue du Mont 54, 5000 Beez

M. de Thysebaert, rue du Beffroi 34, 1000 Bruxelles

Environnement Beez-Long-Sart ASBL, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne

M. et Mme Gloesener, rue de la Jachère 26, 5021 Boninne

Mme Graux Sylviane, rue de la Jachère 14, 5021 Boninne

M. et Mme Falaise, rue de la Jachère 10, 5021 Boninne

M. Depasse André, rue de la Jachère 48, 5021 Boninne

M. Ceulemans, rue de la Jachère 18, 5021 Boninne

M. Seron Jean, rue des Joncs 37, 5021 Boninne

M. Hubert Jacques, rue des Joncs 15, 5021 Boninne

M. Godfrind Marcel, rue des Joncs 3, 5021 Boninne

M. Grandjean Baudouin, rue du Long-Sart 19, 5021 Boninne

M. et Mme Caruso-Wilmet, rue des Joncs 27, 5021 Boninne

M. et Mme Van't Hul-Fiévez, rue de la Jachère 60, 5021 Boninne

M. Braibant Bernard, rue du Long-Sart 110, 5021 Boninne

Mme Legrand Martine, rue du Long-Sart 72, 5021 Boninne

M. et Mme Vandepapeliere, rue du Long-Sart 38, 5021 Boninne

Mme Carlier Marie-France, rue du Long-Sart 32, 5021 Boninne

M. et Mme Delforge-D'Aout, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne

M. et Mme Colot-Doyen, rue du Long-Sart 44, 5021 Boninne

Mme Hirtz-Bouvier, rue Arthur Mahaut 4, 5021 Boninne

M. Nisolle J.-F., rue du Long-Sart 90, 5021 Boninne

Mme Adelbrecht-Dorpe, rue des Joncs 24, 5021 Boninne

Mme Massart Françoise, rue de la Jachère 11, 5021 Boninne

M. et Mme Martin-Picard, rue de la Jachère, 32, 5021 Boninne

Mme de Thysebaert, rue Théodore Baron 38, 5000 La Plante

M. Bouvy André, rue Pépin 34, 5000 Namur

Mme Stephenne Françoise, avenue Reine Elisabeth 210, 5000 Beez

M. et Mme Stoffels, pas d'adresse;

Considérant que l'avis défavorable du Conseil communal de Namur est motivé par des éléments relatifs, sur le site de la carrière actuelle, au non-respect par le carrier de dispositions de la convention du 1994 intervenue entre les riverains et le carrier entérinée par le Conseil communal, à la nécessité de préserver les ressources en eau potable, au choix de la zone de compensation alors que la commune propose une alternative à cette compensation planologique, au fait qu'il n'est pas certain que l'extension demandée constitue la limite extrême définitive du périmètre de l'exploitation de la carrière;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux réponses apportées par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire dans son avis du 25 février 2010;

Considérant en outre que le Gouvernement entend apporter des motivations supplémentaires pour répondre aux remarques et observations émises;

Considérant les différents enjeux en présence; qu'aucune contrainte humaine ou environnementale majeure n'a été relevée à ce stade de l'examen du projet; considérant que le Gouvernement retient de privilégier la poursuite de l'activité extractive à Beez et le maintien de l'emploi sur le site;

Considérant les remarques et observations portant sur le non-respect par la société Gralex des engagements de la convention du 1^{er} septembre 1994 intervenue entre les riverains et le carrier, ainsi que des autorisations octroyées, sur la dangerosité des éboulements due au fait que le carrier exploite le site jusqu'en extrême limite, notamment au niveau du chemin de Beez à Boninne, sur les nuisances liées à l'exploitation de la carrière actuelle ou future, sur la piètre qualité de vie à Beez liée à la présence de carrières existante ou en projet;

Considérant que le respect des autorisations et des engagements liant la ville au groupe carrier relève au premier chef des compétences des autorités communales; que ces griefs ne concernent pas le respect du plan de secteur en vigueur et a fortiori ne relèvent pas de la révision en cours;

Considérant que les remarques émises au cours de l'enquête publique portent en partie sur l'exploitation actuelle de la carrière, ainsi que sur des conditions d'exploitation du futur site qui seraient le cas échéant prévues et affinées à l'issue de l'examen d'un dossier de demande de permis d'extraction étayé par des éléments plus précis;

Considérant que les mesures présentées par l'étude d'incidences de plan en ce qui concerne la réversibilité des affectations et la définition d'équipements techniques seront éventuellement validées lors de l'examen du dossier de demande de permis d'extraction qui doit être introduite avant toute mise en œuvre du site;

Considérant que l'étude d'incidences indique qu'au niveau du cadre bâti, aucune incidence ne devrait être perçue suite à la mise en œuvre du plan de secteur révisé; que seul le chemin de Beez à Boninne devrait être déplacé; que du point de vue du charroi, du bruit, des vibrations et de la qualité de l'air, la situation connue actuellement se poursuivrait pendant cinq années;

Considérant les remarques et observations portant sur le fait que Sagrex n'exploite pas le site actuel plus en profondeur et préfère demander une extension horizontale par révision du plan de secteur;

Considérant que le carrier justifie une extension horizontale de la carrière par la volonté de protéger les ressources en eau souterraine en limitant la tendance à l'approfondissement qui générerait une exhaure importante dont la valorisation serait par ailleurs onéreuse;

Considérant que si le permis d'extraction délivré le 5 mai 1999 ne limite pas la cote du plancher d'exploitation du site actuel, des conditions y sont imposées en cas d'exhaure;

Considérant par ailleurs que l'auteur de l'étude d'incidences de plan a expliqué, lors de la réunion d'information du public qui s'est tenue le 30 avril 2009, divers risques en matière de stabilité des sols et des constructions et en matière de pollution qu'entraînerait un rabattement de la nappe phréatique par pompage; qu'il a été clairement déconseillé de procéder à cette opération; que l'approfondissement du site carrier actuel ne se révèle donc pas opportun;

Considérant que l'étude d'incidences indique que les captages situés en bord de Meuse ne devraient pas être impactés par l'extension du site carrier grâce à leur position basse par rapport à la carrière;

Considérant les remarques et observations portant sur la contradiction du projet par rapport aux objectifs du PEDD : qualité du site concerné par l'inscription de la zone d'extraction qualifiée de site naturel, qualité agronomique des terres, intérêt de maintenir des terres de culture;

Considérant que l'étude d'incidences conclut à une qualité nulle du milieu naturel présent dans les parties du site convoité pour l'extraction occupées par l'agriculture et à une faible qualité du milieu naturel rencontré dans la partie boisée;

Considérant que du point de vue des activités humaines, la mise en œuvre du plan de secteur révisé impliquerait effectivement la disparition de zones agricoles; que certains des sols concernés présentent effectivement une haute valeur agricole selon l'étude d'incidences de plan; considérant cependant que la Direction générale de l'Agriculture, dans son avis du 26 février 2004, indiquait que les terrains sont de faible valeur agronomique de par l'humidité qui y réside ou la proximité des bois, qu'une grande partie de cette superficie n'est effectivement pas cultivée, que les deux exploitations concernées ne peuvent pas être mises en péril par le seul fait de la perte de ces terrains et concluait qu'elle ne s'oppose pas au projet;

Considérant les remarques et observations portant sur la piètre qualité de la pierre dans la nouvelle zone visée et une proposition que le carrier exploite ses autres sites de meilleure qualité;

Considérant que l'étude d'incidences indique que la zone est concomitante et parallèle au front d'exploitation nord-est actuel; que jusqu'à présent aucun élément géologique perturbateur éventuel entre la zone et la carrière actuelle n'a été renseigné; qu'il est dès lors très probable que les roches présentes dans la zone témoignent d'une qualité tout à fait similaire à celle connue actuellement dans la carrière; que par ailleurs le projet permettrait à la SA SAGREX d'assurer un meilleur amortissement des investissements réalisés sur son site de Beez;

Considérant les remarques et observations portant sur le fait que les engagements de la convention de 1994 prévoient l'existence d'une zone d'isolement à l'est du site, non reprise dans la présente révision du plan de secteur, sur le fait que le carrier a sollicité à plusieurs reprises des extensions vers l'est, dont la précédente avait été annoncée comme la dernière, et la crainte de voir à terme le massif de Marche-les-Dames concerné par un futur projet d'extraction;

Considérant que la présente révision se limite au périmètre est de la zone d'extraction prévu par la convention de 1994;

Considérant que la forêt de Marche-les-Dames est effectivement reprise dans la liste du Patrimoine exceptionnel de Wallonie; que l'arrêté décidant la mise en révision précise déjà que la configuration des lieux ne permet pas l'extension du site carrier au-delà du périmètre présenté par le groupe carrier; que la présente révision du plan de secteur constitue dès lors effectivement la limite est extrême du site carrier pour le Gouvernement;

Considérant que l'étude d'incidences indique que les zones tampons mises en place par le carrier suite à la signature de la convention avec les riverains limitent fortement le périmètre de perception visuelle de la zone à inscrire en zone d'extraction; que cette zone n'est visible que depuis les champs la bordant depuis le chemin de Beez à Boninne et depuis l'autoroute E411 dans le sens de circulation vers Bruxelles; considérant que la zone de compensation planologique est plus visible en raison de son relief; qu'elle constitue en effet un merlon boisé et qu'elle permet ainsi également de masquer la carrière depuis le milieu environnant et en particulier pour les riverains de la rue du Bois Cerisier; que son reclassement en zone d'espaces verts assure donc ainsi une garantie ultime de son maintien en l'état;

Considérant que, dès lors qu'aucun aménagement ou travail n'est nécessaire pour constituer une zone tampon sur l'ensemble des terrains visés à l'est de la zone d'extraction par la convention de 1994, leur affectation actuelle peut être maintenue; que l'absence de révision du plan de secteur à l'est de la zone d'extraction garantit bien le maintien de ces affectations actuelles;

Considérant cependant que pour répondre aux craintes exprimées quant à l'absence d'une zone d'isolement en pourtour de l'extension demandée, le Gouvernement retient, dans le périmètre de la zone d'extraction telle qu'elle a été soumise à enquête publique, l'inscription d'une prescription supplémentaire *R.1.9 destinée à constituer une zone tampon; que la délimitation de cette zone *R.1.9 correspond à celle présentée par le carrier dans son dossier d'octobre 2003, sur la figure n° 9 « Options éventuelles de mise en œuvre du projet, destinations prévues »; qu'il est entendu que le nouveau tracé du chemin Beez-Longsart sera prévu à l'extérieur de toute zone tampon du pourtour de la carrière; que le chemin devra être déplacé avant la mise en exploitation effective de la zone d'extraction inscrite par le présent arrêté en extension de la zone existante;

Considérant que l'inscription d'une prescription en surimpression à la zone d'extraction permettra de prévoir un cautionnement lors de la délivrance éventuelle d'un permis d'extraction, afin que le carrier assure la réalisation de ses obligations sur ce point;

Considérant les remarques et observations portant sur une remise en question de la compensation planologique présentée dans le projet de plan de secteur eu égard à son état de fait, la zone ayant été exploitée et étant réaménagée de longue date; considérant les réclamations demandant le déclassement d'une zone d'extraction non encore exploitée figurant au plan de secteur;

Considérant l'absence de réponse de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement à la demande d'avis qui lui a été adressée en date du 27 mars 2009 conformément au souhait de la CRAT exprimé dans son avis du 30 mai 2008 (article 4 du CWATUPE);

Considérant que l'étude d'incidences localise un habitat prioritaire au sens de la Directive 92/43/CE s'étendant sur moins d'un demi hectare au sein de la zone de compensation prévue sur une superficie de 5,5 ha, qui consisterait en une boulaie-saulaie pionnière héliophile sur pelouse sèche calcaire;

Considérant que ces terrains ont été complètement réaménagés après exploitation; qu'ils sont quasi en totalité propriété de la ville de Namur; qu'ils sont par ailleurs couverts par les conventions intervenues entre le carrier et la ville de Namur; qu'ils bénéficient du régime forestier au sens du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;

Considérant que la pratique administrative constante est de ne pas distinguer l'inscription au plan de secteur d'une zone d'une superficie de moins d'un demi hectare; que, dans ce cas précis, selon l'analyse de l'étude d'incidences, la situation existante de fait ne justifie pas de reconnaître un intérêt naturel à l'ensemble de la zone de compensation planologique; que la destination de zone d'espaces verts proposées par le carrier et retenue dès l'avant-projet donnerait aux riverains une plus grande sécurité quant au maintien du site dans son état en ne permettant notamment aucune construction, contrairement à la destination de la zone forestière telle que prévue à l'article 36 du Code; que, l'objectif du Gouvernement étant de maintenir le site comme zone tampon, l'affectation en zone d'espaces verts est parfaitement indiquée;

Considérant que la compensation planologique respecte le prescrit du Code;

Considérant que le Gouvernement rappelle que dans son avis du 25 février 2010, la CRAT « apprécie que le projet prévoit une compensation planologique située à proximité immédiate du projet d'extension de la zone d'extraction »;

Considérant que la présente révision du plan de secteur s'inscrit dans les principes de l'article 1^{er} du Code en ce que le projet de la Société anonyme SAGREX vise à répondre à des besoins économiques tout en conciliant le maintien de l'emploi lié à l'activité extractive sur le site et des efforts quant à la qualité de vie des riverains;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification partielle de la planche numéro 47/4 du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez) est arrêtée définitivement.

Art. 2. La prescription supplémentaire *R.1.9 est d'application : « La zone repérée *R.1.9 par le présent arrêté est destinée à constituer une zone tampon comportant éventuellement des plantations, à l'exclusion de toute modification du relief du sol ».

Art. 3. La révision est adoptée conformément au plan ci-annexé.

Art. 4. La déclaration environnementale ci-annexée est adoptée.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le 25 février 2010

**Avis de la CRAT relatif à la demande de révision du plan de secteur de Namur
en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Bezz (Namur)**

Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUP, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique.

La CRAT a pris connaissance et a analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

CONTEXTE DU PROJET

Brève description du projet :

Inscription au plan de secteur des zones suivantes :

- une zone d'extraction de 5,5 hectares sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole et en zone forestière d'intérêt paysager en vue de la poursuite de la production de granulats calcaires
- une zone d'espaces verts sur une zone d'extraction existante en compensation

Demande :	Révision de plan de secteur
Localisation :	En rive gauche de la Meuse, à l'est de l'E411 et au sud du Domaine de Longsart
Auteur de l'étude :	ARIES Consultants, Rosières
Autorité compétente :	Gouvernement wallon
Date de réception du dossier :	6 janvier 2010

Analyse du dossier

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments repris dans le dossier, la CRAT remet un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur de Namur.

La CRAT émet les remarques et observations suivantes :

• **Sur les limites de l'extension de la zone d'extraction**

La CRAT relève que l'inscription d'une zone d'extraction de 5,5 hectares en extension de la zone d'extraction existante permettra d'assurer la poursuite de l'exploitation de la carrière pour environ cinq années.

Si toutefois la zone d'extraction devait faire l'objet d'une nouvelle demande d'extension, son opportunité devrait être analysée, notamment au regard des impacts sur l'environnement qui en découleront (par exemple, impacts sur le massif forestier à l'Est et sur les habitations proches).

La CRAT souligne qu'au vu de l'analyse du bureau d'étude d'incidences, l'extension se base sur les limites du gisement.

• **Sur l'alternative de délimitation proposée**

La CRAT appuie la délimitation retenue par le projet, estimant que l'alternative 1 proposée par l'auteur de l'étude d'incidences n'est pas opportune. En effet, elle rappelle qu'il convient d'intégrer les zones tampons à l'intérieur même de la zone d'extraction.

• **Sur les impacts éventuels du projet sur l'environnement**

La CRAT relève, à la lecture de l'étude d'incidences, que le projet présente des impacts réduits sur les exploitations agricoles.

L'inscription de cette zone d'extraction ne devrait pas susciter d'impact sur les zones forfaitaires de prévention éloignées de captage.

De plus, la CRAT relève au vu de l'étude des incidences, que son impact sur le paysage et sur la qualité de vie des habitants proches sera limité compte tenu de la faible visibilité de la zone depuis les habitations et les voiries, de la création de nouvelles plantations au nord afin de limiter les vues vers la carrière, de la faible superficie concernée et qu'il s'agit de l'extension d'une carrière existante dont le front de taille s'éloigne des habitations.

Concernant l'impact éventuel sur le trafic au niveau des voiries proches de la carrière, la CRAT relève, à la lecture de l'étude d'incidences, que le projet n'impliquera pas d'incidences supplémentaires que celles déjà générées par l'exploitation actuelle.

La CRAT relève également qu'une convention a été signée entre le carrier et le comité de riverains « Environnement Beez-Longsart asbl » afin de limiter les impacts de la carrière sur la qualité de vie des riverains.

• **Sur la compensation planologique**

La CRAT est favorable à la compensation planologique et à l'inscription d'une zone d'espaces verts au vu de la richesse biologique de la zone concernée. En effet, l'étude d'incidences y relève notamment la présence d'un habitat prioritaire au niveau communautaire (boulaie-saulaie pionnière héliophile sur pelouse sèche calcaire), la présence de l'*Epipactis helleborine* qui est partiellement protégée selon l'annexe VII de la loi sur la conservation de la nature et de quelques espèces rares en Wallonie.

La CRAT apprécie également que le projet prévoit une compensation planologique située à proximité immédiate du projet d'extension de la zone d'extraction.

Pour le surplus, la CRAT relève que certaines remarques émises par le Conseil communal et lors de l'enquête publique ne relèvent pas de la révision du plan de secteur mais des conditions du permis unique.

Ph. BARRAS,

Président.

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts et de deux surimpressions sur le territoire de la commune de Namur (Beez)

La présente déclaration environnementale est requise en vertu du prescrit de l'article 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (le « Code » dans la suite du texte). Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Namur portant sur l'extension de la zone d'extraction existante sur le territoire de la commune de Namur, à Beez.

Cette déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix du plan tel qu'adopté compte tenu des autres solutions raisonnables envisageables.

Objet de la révision du plan de secteur

Cette révision du plan de secteur de Namur a pour objectif de permettre la poursuite, pendant environ cinq ans, de la production de granulats calcaires par la société SAGREX, qui exploite actuellement la zone d'extraction sur le territoire de la commune de Namur à Beez.

Elle porte sur l'inscription d'une zone d'extraction de 5,5 ha. Une partie de cette zone est assortie de la prescription supplémentaire *R.1.9 : « La zone repérée *R.1.9 par le présent arrêté est destinée à constituer une zone tampon comportant éventuellement des plantations, à l'exclusion de toute modification du relief du sol ».

En compensation, une zone d'extraction exploitée figurant au plan de secteur est simultanément transformée en zone d'espaces verts, sur le même site carrier.

Chronologie de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code.

Par arrêté du 27 mai 2004, le Gouvernement wallon a décidé de mettre en révision la planche n° 47/4 du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune de Namur (Beez) et a adopté l'avant-projet de révision du plan de secteur.

Suite à l'entrée en vigueur du décret RESA modifiant le Code, le Gouvernement wallon a, par arrêté du 20 avril 2006, modifié l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 en décidant de mettre en révision la planche n° 47/4 du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez). Le même arrêté adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur ainsi décidée et charge le Ministre du Développement territorial de soumettre à l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable le projet de contenu de l'étude d'incidences de plan.

Par son arrêté du 6 décembre 2006, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences de plan de secteur et en a adopté le contenu.

L'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur a été réalisée par la société anonyme ARIES Consultants, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code. Le document final de l'étude a été déposé en août 2008.

Par arrêté du 5 décembre 2008, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez).

L'enquête publique a été organisée du 6 avril 2009 au 20 mai 2009 conformément aux articles 4, 43 et 46 du Code. Elle a donné lieu à 33 réclamations.

Une réunion d'information s'est tenue le 30 avril 2009.

La réunion de concertation s'est tenue le 20 mai 2009.

Le Conseil communal de Namur a émis un avis défavorable le 29 juin 2009. Son appréciation repose en particulier sur les questions relatives au respect par le carrier de la convention signée en 1984 entre lui et les riverains et entérinée par le Conseil communal, à la préservation des ressources en eau, à la nature et la localisation de la compensation planologique et au fait qu'il n'est pas certain que l'extension proposée soit effectivement la dernière envisagée par le groupe carrier à cet endroit.

Le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable a émis un avis favorable, le 8 février 2010, sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences sont prises en compte.

La Commission régionale d'Aménagement du Territoire a émis un avis favorable le 25 février 2010, assorti de remarques et d'observations portant sur les limites de l'extension de la zone d'extraction, sur l'alternative de délimitation proposée, sur les impacts éventuels du projet sur l'environnement, sur la compensation planologique. Le texte de cet avis est annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur et est publié au *Moniteur belge*.

Considérations environnementales

L'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Namur auquel est annexée la présente déclaration environnementale fait siennes les réponses apportées aux réclamations par la CRAT. Il prend acte de l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable considérant l'étude d'incidences de bonne qualité et remettant un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet de modification du plan de secteur dans la mesure où les recommandations de l'auteur sont prises en compte. L'arrêté s'écarte de l'avis du Conseil communal de Namur en ce qu'il confirme l'adoption définitive de l'inscription d'une zone d'extraction et maintient la compensation planologique présentée dans le projet de plan de secteur en raison de sa configuration en tant que versant boisé localisé à proximité de la carrière et constituant un réel écran visuel dissimulant la carrière pour les riverains immédiats de Beez.

Généralités

Une partie des réclamations introduites pendant l'enquête publique et des recommandations et avis is par la CRAT et le CWEDD ne relèvent pas de la présente révision du plan de secteur, mais de la délivrance et du suivi de permis. Il en est ainsi des conditions d'exploitation actuelles du site, des normes de bruit, des vibrations, etc. D'autres remarques portent sur des matières ne relevant pas du Code, qui devront être mises en œuvre après que la présente révision du plan de secteur sera entrée en vigueur. C'est par exemple le cas du déplacement de chemins repris à l'Atlas des Chemins vicinaux.

Il conviendra d'examiner ces questions lors de la délivrance ou de la modification d'autorisations, qui ne pourront être envisagées que lorsque la présente révision du plan de secteur sera entrée en vigueur, sur base notamment des éléments ci-dessous et des éléments produits dans l'étude d'incidences de plan.

Limites de l'extension

La modification du plan de secteur est prévue pour permettre l'exploitation du site par le carrier pendant une période de cinq années.

Certains réclamants estiment que la limite fixée par le plan de secteur établi en 1991 doit être maintenue car elle assure une limitation de l'extraction dans le temps et laisse aux riverains un espoir de délocalisation de l'entreprise à court terme ainsi qu'une meilleure qualité de vie.

Le choix du Gouvernement dans la présente décision est de confirmer la poursuite de l'activité extractive sur le site de Beez pour une période d'environ cinq ans, dans le but de répondre à des besoins économiques, et de maintenir l'emploi lié à l'activité extractive sur le site tout en visant à préserver la qualité de vie des riverains.

D'autres réclamants formulent la crainte de voir une prochaine demande d'extension du site carrier à l'issue de cette période de cinq ans. La CRAT n'exclut pas cette hypothèse et formule des recommandations préalablement à son examen.

L'avant-projet de plan de secteur adopté le 27 mai 2004 considérait déjà cette question. Le schéma de développement de l'espace régional (SDER) retient, en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol, l'option de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années. Les besoins à trente ans du site de Beez ont ainsi été estimés à 31 hectares de gisement brut. L'avant-projet indique bien que la configuration des lieux ne permet pas d'extension au-delà des terrains visés par le carrier et que l'option du SDER sur ce point ne peut dès lors pas être rencontrée. L'avant-projet indique également que le gisement visé par la présente demande d'extension n'a pas été validé dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par l'Université de Liège.

Le Gouvernement confirme à nouveau qu'il s'agit de la dernière extension du site carrier de Beez et intègre cette considération dans le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur. Il répond ainsi aux craintes des réclamants et clôt dès à présent toute discussion qui pourrait être relancée ultérieurement suite à la remarque formulée par la CRAT.

Eau

Des réclamants indiquent que la proposition de modification du plan de secteur suppose une extension horizontale de l'exploitation au détriment d'une extension plus en profondeur du site actuel. Cette question est intimement liée à l'aspect de la protection de la nappe aquifère, également soulevée par des réclamants, dont il est question ci-dessous.

L'avant-projet de plan de secteur notait que le plancher actuel de l'exploitation se trouve à la cote + 77 m et qu'il n'y a pas d'exhaure des eaux de la nappe aquifère. L'avant-projet indique également déjà que par une extension horizontale de la carrière, le carrier vise la protection des ressources en eau souterraine en limitant la tendance à l'approfondissement qui générerait une exhaure importante dont la valorisation serait par ailleurs onéreuse.

L'étude d'incidences conclut que l'impact hydrogéologique de la mise en œuvre du projet peut être considéré comme minime eu égard aux caractéristiques observées pour la carrière actuelle et prévues pour l'exploitation future.

L'auteur de l'étude d'incidences de plan a expliqué, lors de la réunion d'information du public qui s'est tenue le 30 avril 2009, divers risques en matière de stabilité des sols et des constructions et en matière de pollution qu'entraînerait un rabattement de la nappe phréatique par pompage. Il a été clairement déconseillé de procéder à cette opération et il a été conclu que l'approfondissement du site carrier actuel ne se révèle donc pas opportun.

L'étude d'incidences indique en outre par ailleurs que les captages situés en bord de Meuse ne devraient pas être impactés par l'extension du site carrier grâce à leur position basse par rapport à la carrière.

Le Gouvernement retient ces conclusions dans le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur et confirme donc l'extension de la zone d'extraction.

Géologie

Des réclamations font état de la piètre qualité de la pierre au sein du gisement visé par le projet.

L'étude d'incidences de plan de secteur conclut de l'examen de la carte géologique et de la connaissance du gisement exploité, que les roches doivent présenter les mêmes qualités que celles actuellement exploitées dans la carrière en activité.

Qualité de vie-Cadre de vie-Paysage-Conflicts dans l'utilisation du sol

Des réclamants dénoncent le dommage irréparable infligé au paysage à Beez et à la forêt domaniale de Marche-les-Dames.

La forêt de Marche-les-Dames est effectivement reprise dans la liste du Patrimoine exceptionnel de Wallonie. Par ailleurs, l'arrêté décidant la mise en révision précise déjà que la configuration des lieux ne permet pas l'extension du site carrier au-delà du périmètre présenté par le groupe carrier et que la révision du plan de secteur constitue dès lors effectivement la limite est extrême du site carrier pour le Gouvernement.

Le Gouvernement reconnaît la pertinence de ces réclamations. L'étude d'incidences indique cependant que les zones tampons mises en place par le carrier suite à la signature de la convention avec les riverains limitent fortement le périmètre de perception visuelle de la zone à inscrire en zone d'extraction et que cette zone n'est visible que depuis les champs la bordant depuis le chemin de Beez à Boninne et depuis l'autoroute E411 dans le sens de circulation vers Bruxelles.

D'autres réclamants mettent l'accent sur les conflits d'utilisation du sol par plusieurs activités : agriculture, sylviculture et extraction.

L'étude d'incidences indique que le projet ne remettra pas fondamentalement en cause l'importance de la fonction agricole à proximité du projet, que la suppression de deux parcelles agricoles fait l'objet de négociations entre le carrier et l'agriculteur, que la suppression des parcelles agricoles ne devrait pas gêner l'exploitation du reste des superficies agricoles et que la zone agricole concernée présente un faible intérêt biologique et une faible valeur agronomique. La Direction générale de l'Agriculture avait été consultée avant toute prise de décision du Gouvernement sur le projet. Dans son avis du 26 février 2004, cette direction générale indiquait que les terrains sont de faible valeur agronomique de par l'humidité permanente qui y réside ou la proximité des bois. Une grande partie de cette superficie n'est effectivement pas cultivée. Les deux exploitations concernées ne peuvent être mises en péril par le seul fait de la perte de ces terrains.

Zone tampon

Au cours de l'instruction de la demande, le Gouvernement a déjà étudié les questions de l'inscription et de la configuration des zones tampons liées au projet. Ainsi, à l'époque de l'adoption du projet de plan de secteur, le Gouvernement a maintenu sa proposition initiale consistant à inscrire uniquement une zone d'extraction au nord est de la zone d'extraction existante, en raison notamment du fait qu'un cautionnement pourrait être exigé aux fins de garantir le maintien ou l'établissement d'une zone tampon pour l'ensemble du site lors de la délivrance éventuelle du permis unique nécessaire à la mise en œuvre de la zone.

Au cours de l'enquête publique, des réclamants demandent que les zones tampons soient situées sur tout le pourtour de la carrière et correspondent à celles retenues dans la convention du 1^{er} septembre 1994. En particulier, les réclamants se focalisent sur l'inscription d'une zone tampon à l'est, sur des terrains qui ne sont pas repris dans le périmètre de la présente révision du plan de secteur.

Pour répondre aux craintes exprimées quant à l'absence d'une zone d'isolement en pourtour de l'extension demandée, le Gouvernement retient, dans le périmètre de la zone d'extraction telle qu'elle a été soumise à enquête publique, l'inscription d'une prescription supplémentaire *R.1.9 destinée à constituer une zone tampon. La délimitation de cette zone *R.1.9 correspond exactement à celle présentée par le carrier dans son dossier d'octobre 2003, sur la figure n°9 « Options éventuelles de mise en œuvre du projet, destinations prévues ».

Le Gouvernement répond ainsi également à la remarque de la CRAT qui rappelle qu'il convient d'intégrer les zones tampons à l'intérieur même de la zone d'extraction.

Le Gouvernement n'entend par ailleurs pas étendre le périmètre de la révision du plan de secteur à l'est du site retenu au projet de plan de secteur. La configuration des terrains visés à l'est dans la convention du 1994 ne nécessite pas, du point de vue du Gouvernement, une intervention physique du groupe carrier pour la réalisation d'une zone tampon, ni un cautionnement.

Il est également entendu que le nouveau tracé du chemin Beez-Longsart sera prévu à l'extérieur de toute zone tampon du pourtour de la carrière et que le chemin devra être déplacé avant la mise en exploitation effective de la zone d'extraction inscrite par le présent arrêté en extension de la zone existante.

En outre, l'inscription d'une prescription en surimpression à la zone d'extraction permettra -contrairement aux propositions alternatives présentées dans l'étude d'incidences de plan- de prévoir un cautionnement lors de la délivrance éventuelle d'un permis d'extraction, afin que le carrier assure la réalisation de ses obligations sur ce point.

Compensation planologique

La compensation planologique consiste en la restitution d'une zone d'extraction d'une superficie d'environ 6,5 ha complètement réaménagée de longue date, localisée au sud du site de Beez, en une zone d'espaces verts.

Les réclamations portant sur la compensation critiquent le fait que le site concerné est réhabilité de longue date, qui plus est comme cela était prévu dans les engagements du groupe carrier, et estiment que l'opération visant son inscription en zone d'espaces verts ne constituera aucune plus-value par rapport au nouveau projet. Des réclamants proposent qu'une zone d'extraction non exploitée soit déclassée. Une proposition en ce sens est formulée par la commune de Namur sur la zone d'extraction de Lives-sur-Meuse et Bossimé, bien que la commune reconnaisse par ailleurs que la compensation planologique telle que présentée respecte le prescrit légal.

L'étude d'incidences sur le projet de plan de secteur a validé la localisation de la zone proposée au titre de compensation planologique.

La CRAT est favorable à la compensation planologique pour les raisons exprimées dans son avis.

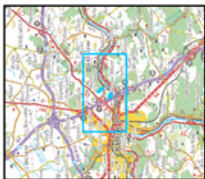
Le Gouvernement confirme la localisation de la compensation dans l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur étant donné que le site constitue un merlon boisé qui permet ainsi également de masquer la carrière depuis le milieu environnant et en particulier pour les riverains de la rue du Bois Cerisier. Son reclassement en zone d'espaces verts assure donc une garantie ultime de son maintien en l'état.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2011 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts et de deux surimpressions sur le territoire de la commune de Namur (Beez)

Namur, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE (DGO 4)
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT REGIONAL



REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE NAMUR

Inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de NAMUR (Beez)

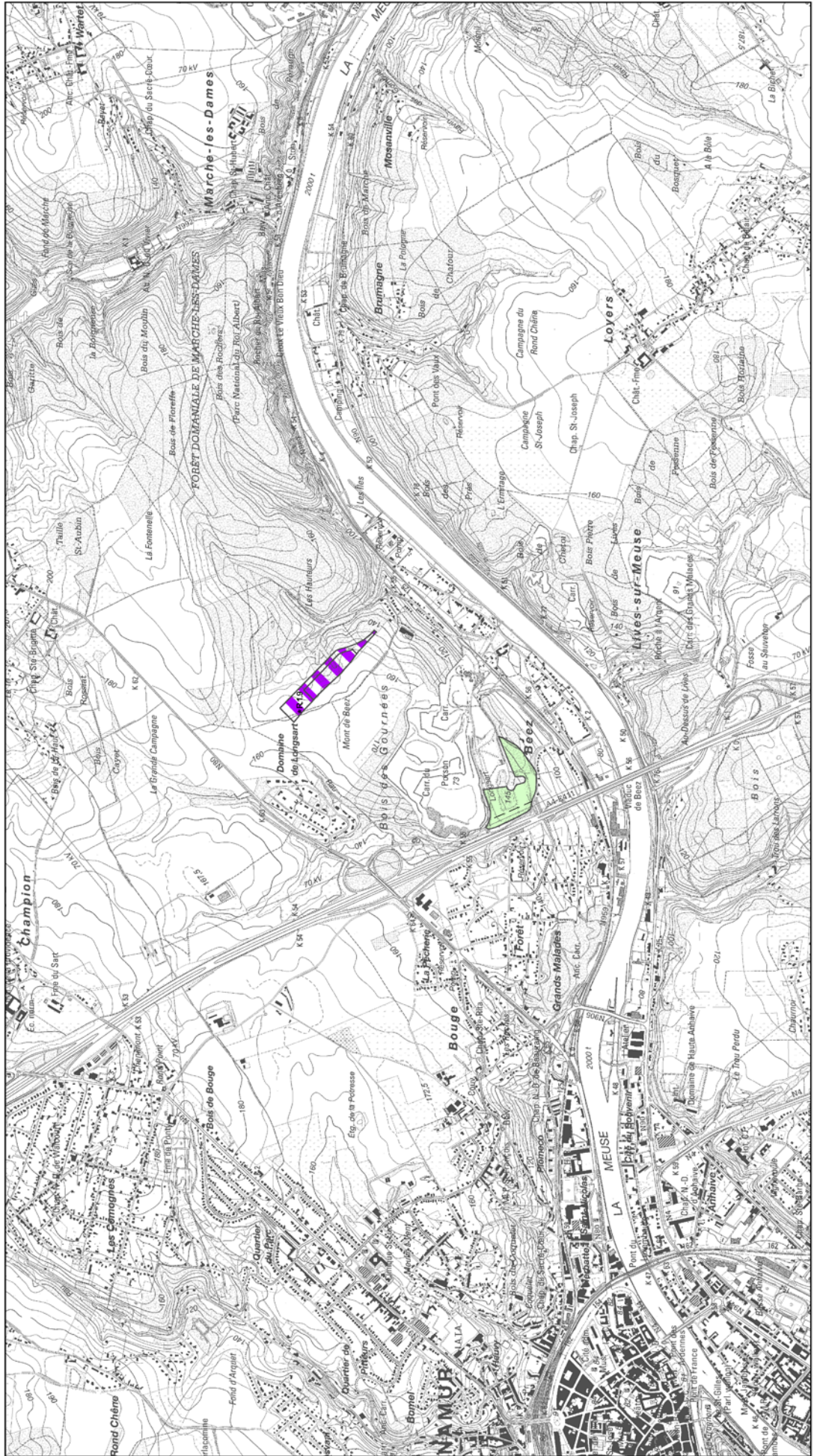
Vu pour être annexé à notre arrêté du

Le Ministre-Président de la Région Wallonne et de la Mobilité

Philippe HENRY

Rudy Demotte

47/26h	DECOUPAGE I.G.N.	47/26h
47/26h	47/26h	47/26h
47/26h	47/26h	47/26h
47/26h	47/26h	47/26h



La carte originale est établie au 1:10 000



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2011/27156]

20. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet, einem Grüngelände und zwei Überdrücken auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 4, 22, 23, 25, 32 bis 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1986 und vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Sektorenplans Namur, der mehrmals abgeändert worden ist;

Aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 20. April 2006, zur Annahme des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) durchführen zu lassen, und zur Annahme des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplanes, die von der gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen SA «ARIES Consultants» durchgeführt worden ist; in der Erwägung, dass das abschließende Dokument der Untersuchung im August 2008 abgegeben wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez);

In der Erwägung, dass die öffentliche Untersuchung vom 6. April 2009 bis zum 20. Mai 2009 gemäß den Artikeln 4, 43 und 46 des Gesetzbuches veranstaltet wurde; dass eine Informationsversammlung am 30. April 2009 stattgefunden hat;

In Erwägung der Dokumente der Akte, die während der öffentlichen Untersuchung zur Einsichtnahme offen waren;

Aufgrund der anlässlich der öffentlichen Untersuchung eingereichten Beschwerden und Bemerkungen;

Aufgrund des Protokolls der Konzertierungsversammlung, die am 20. Mai 2009 stattgefunden hat;

Aufgrund des negativen Gutachtens des Gemeinderates von Namur vom 29. Juni 2009;

In Erwägung des günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung vom 8. Februar 2010;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 25. Februar 2010, dem Bemerkungen und Beanstandungen beigefügt worden sind;

In Erwägung der im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Bemerkungen und Beanstandungen, die in der von der Gemeinde Namur erstellten Liste wie folgt aufgenommen wurden:

Herr Gérard Jean, rue de Forêt, 22, 5000 Beez

Herr und Frau de Rosen de Borgharen-de Paul de Brachifontaine, rue du Long-Sart, 102, 5021 Boninne

Namur-Est Environnement, rue de Maizeret 29, 5101 Loyers

Herr und Frau Ciparisse-Paelinck, avenue Reine Elisabeth 72, 5000 Namur

Herr Aspeslagh, rue du Mont 54, 5000 Beez

Herr de Thysebaert, rue du Beffroi 34, 1000 Bruxelles

Environnement Beez-Long-Sart ASBL, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne

Herr und Frau Gloesener, rue de la Jachère 26, 5021 Boninne

Frau Graux Sylviane, rue de la Jachère 14, 5021 Boninne

Herr und Frau Falaise, rue de la Jachère 10, 5021 Boninne

Herr Depasse André, rue de la Jachère 48, 5021 Boninne

Herr Ceulemans, rue de la Jachère 18, 5021 Boninne

Herr Seron Jean, rue des Joncs 37, 5021 Boninne

Herr Hubert Jacques, rue des Joncs 15, 5021 Boninne

Herr Godfrind Marcel, rue des Joncs 3, 5021 Boninne

Herr Grandjean Baudouin, rue du Long-Sart 19, 5021 Boninne

Herr und Frau Caruso-Wilmet, rue des Joncs 27, 5021 Boninne

Herr und Frau Van't Hul-Fiévez, rue de la Jachère 60, 5021 Boninne

Herr Braibant Bernard, rue du Long-Sart 110, 5021 Boninne

Frau Legrand Martine, rue du Long-Sart 72, 5021 Boninne

Herr und Frau Vandepapeliere, rue du Long-Sart 38, 5021 Boninne

Frau Carlier Marie-France, rue du Long-Sart 32, 5021 Boninne

Herr und Frau Delforge-D'Aout, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne

Herr und Frau Colot-Doyen, rue du Long-Sart 44, 5021 Boninne

Frau Hirtz-Bouvier, rue Arthur Mahaut 4, 5021 Boninne

Herr Nisolle J.-F., rue du Long-Sart 90, 5021 Boninne

Frau Adelbrecht-Dorpe, rue des Joncs 24, 5021 Boninne

Frau Massart Françoise, rue de la Jachère 11, 5021 Boninne

Herr und Frau Martin-Picard, rue de la Jachère 32, 5021 Boninne

Frau de Thysebaert, rue Théodore Baron 38, 5000 La Plante

Herr Bouvy André, rue Pépin 34, 5000 Namur

Frau Stephenne Françoise, avenue Reine Elisabeth 210, 5000 Beez

Herr und Frau Stoffels, keine Anschrift;

In der Erwägung, dass die Begründung des negativen Gutachtens des Gemeinderates Namur auf folgenden Elementen auf dem Gebiet des heutigen Steinbruchs beruht: Nichteinhaltung durch den Betreiber von Bestimmungen der zwischen den Anwohnern und dem Steinbruchbetreiber abgeschlossenen und durch den Gemeinderat gebilligten Vereinbarung vom 1994, Notwendigkeit, die Trinkwasserressourcen zu bewahren, Wahl des Ausgleichsgebiets, obwohl die Gemeinde eine Alternative für diesen raumplanerischen Ausgleich vorschlägt, Tatsache, dass es nicht sicher ist, dass die beantragte Erweiterung die endgültige äußerste Grenze des Betriebsumkreises des Steinbruchs darstellt;

In der Erwägung, dass sich die Regierung den von dem Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten vom 25. Februar 2010 gegebenen Antworten anschließt;

In der Erwägung außerdem, dass die Regierung zusätzliche Motivationen vorbringen möchte, um auf die Bemerkungen und Beanstandungen zu antworten;

In Erwägung der verschiedenen Belange; dass keine wichtige menschliche oder umweltbezogene Belastung in diesem Stadium der Untersuchung des Projekts festgestellt wurde; In der Erwägung, dass die Regierung gewählt hat, die Weiterführung der Abbauproduktivität in Beez und die Beibehaltung der Beschäftigung auf dem Gelände vorzuziehen;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen über die Nichteinhaltung durch die Fa. Gralex der Verpflichtungen der zwischen den Anwohnern und dem Steinbruchbetreiber abgeschlossenen Vereinbarung vom 1. September 1994, sowie der bewilligten Erlaubnisse, über die Gefahr von Felsrutschen, da der Steinbruchbetreiber das Gelände bis zur äußersten Grenze abbaut, insbesondere bei dem «chemin de Beez» in Boninne, über die mit dem Betrieb des heutigen oder zukünftigen Steinbruchs verbundenen Belästigungen, über die schlechte Lebensqualität in Beez wegen des heutigen oder zukünftigen Steinbruchs;

In der Erwägung, dass die Einhaltung der Erlaubnisse und Verpflichtungen, die die Stadt mit dem Steinbruchbetreiber binden, in erster Linie in den Zuständigkeitsbereich der Gemeindebehörden fällt; dass diese Beschwerdegründe die Einhaltung des geltenden Sektorenplans nicht betreffen und daher die laufende Revision nicht betreffen;

In der Erwägung, dass die im Laufe der öffentlichen Untersuchung ausgedrückten Bemerkungen sich teilweise auf den heutigen Betrieb des Steinbruchs sowie auf die Betriebsbedingungen des zukünftigen Geländes beziehen, die ggf. nach Überprüfung einer mit genaueren Elementen bekräftigten Akte zur Beantragung einer Abbaugenehmigung vorgesehen und genauer angepasst würden;

In der Erwägung, dass was die Reversibilität der Zweckbestimmungen und die Bestimmung von technischen Ausrüstungen betrifft, die durch die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung vorgestellten Maßnahmen ggf. bei der Überprüfung der vor jeglicher Erschließung des Geländes einzureichenden Akte zur Beantragung der Abbaugenehmigung zu bestätigen sein werden;

In der Erwägung, dass laut der Umweltverträglichkeitsprüfung keine Auswirkung auf den bebauten Bereich infolge der Durchführung des revidierten Plans zu spüren sein wird; dass nur der «chemin de Beez» in Boninne zu verlegen wäre; dass was den Verkehr, den Lärm und die Schwingungen und die Luftqualität betrifft, die zur Zeit gekannte Lage fünf Jahre lang fortbestehen würde;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen über die Tatsache, dass Sagrex das heutige Gelände nicht tiefer abbaut und es vorzieht, eine waagerechte Erweiterung durch Revision des Sektorenplans zu beantragen;

In der Erwägung, dass der Steinbruchbetreiber eine waagerechte Erweiterung des Steinbruchs durch den Willen begründet, die Untergrundwasserressourcen zu schützen, und zwar durch die Begrenzung der Tendenz zur Vertiefung, die eine große Menge Trockenlegungswasser, deren Behandlung außerdem teuer wäre, entstehen lassen würde;

In der Erwägung, dass auch wenn die am 5. Mai 1999 erteilte Abbaugenehmigung die Höhe des Steinbruchbodens des heutigen Geländes nicht begrenzt, jedoch Bedingungen im Falle einer Trockenlegung auferlegt werden;

In der Erwägung außerdem, dass der Verfasser der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung bei der Informationsvermittlung für die Öffentlichkeit, die am 30. April 2009 stattgefunden hat, verschiedene Gefahren in Sachen Stabilität des Bodens und in Sachen Verschmutzung, die durch eine Absenkung des Grundwassers durch Abpumpen verursacht wären, erklärt hat; dass es deutlich davon abgeraten wurde, diese Maßnahme vorzunehmen; dass sich die Vertiefung des heutigen Steinbruchgeländes demnach nicht als zweckmäßig erweist;

In der Erwägung, dass laut der Umweltverträglichkeitsprüfung die am Rande der Maas gelegenen Wasserentnahmestellen durch die Erweiterung des Steinbruchsbetriebs nicht beeinflusst werden sollten, da sie niedriger als der Steinbruch gelegen sind;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen über die Nichtübereinstimmung des Projekts mit den Zielen des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung: Qualität des Geländes, das durch die Eintragung des Abbaugebiets betroffen ist und als Naturgebiets eingestuft ist, agronomische Qualität des Bodens, Zweckmäßigkeit der Beibehaltung von Ackerboden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung schlussfolgert, dass das natürliche Milieu in den Teilen des Gebiets, das für das Abbau begehrt und zur Zeit für die Landwirtschaft benutzt wird, wertlos ist, und dass das in dem bewaldeten Teil bestehende natürliche Milieu von schwachem Qualität ist;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der menschlichen Aktivitäten, die Durchführung des revidierten Sektorenplans tatsächlich das Verschwinden von Agrargebieten zur Folge hätte; dass einige der betroffenen Böden nach der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung tatsächlich eine hohe landwirtschaftliche Qualität aufweisen; in der Erwägung jedoch, dass die Generaldirektion der Landwirtschaft in ihrem Gutachten vom 26. Februar 2004 darauf hinwies, dass die Gelände wegen deren Feuchtigkeit oder der Nähe des Waldes von geringer agronomischer Qualität sind; dass ein großer Teil dieser Fläche eigentlich nicht angebaut wird; dass die betroffenen zwei Betriebe allein wegen des Verlustes dieses Land nicht in Gefahr gestellt werden können, und das sie schlussfolgerte, dass sie sich dem Projekt nicht widersetze;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen über die schlechte Qualität des Gesteins in dem neuen betroffenen Gebiet und des Vorschlags, dass der Steinbruchbetreiber seine andere Gelände besserer Qualität abbaut;

In der Erwägung, dass nach der Umweltverträglichkeitsprüfung das Gebiet an die heutige Nordost-Abbaufreont angrenzt und dieser parallel läuft; dass bisher kein störendes geologisches Element zwischen dem Gebiet und dem heutigen Steinbruch gemeldet wurde; dass das auf dem Gebiet vorhandene Gestein sehr wahrscheinlich eine ähnliche Qualität wie diejenige, die heute in dem Steinbruch gekannt ist, aufweist; dass außerdem das Projekt der SA SAGREX eine bessere Abschreibung der auf seinem Gelände in Beez getätigten Investitionen erlauben würde;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen darüber, dass die Verpflichtungen der Vereinbarung vom 1994 das Bestehen eines Trenngebiets östlich des Gebiets vorsehen, das aber in der vorliegenden Revision des Sektorenplans nicht in Frage kommt, über die Tatsache, dass der Steinbruchbetreiber mehrmals Erweiterungen nach dem Osten beantragt hat, und das die Vorige als die Letzte angekündigt worden war, und in Erwägung der Befürchtung, dass die Felsen von Marche-les-Dames in Zukunft von einem Abbauprojekt betroffen wird;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision auf den durch die Vereinbarung vom 1994 vorgesehenen Ostumkreis des Abbaugebiets begrenzt ist;

In der Erwägung, dass der Wald von Marche-les-Dames tatsächlich in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonie eingetragen ist; dass der Erlass, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan einer Revision zu unterziehen ist, bereits angibt, dass die örtlichen Gegebenheiten keine Erweiterung über den von dem Steinbruchbetreiber vorgestellten Umkreis hinaus erlaubt; dass die vorliegende Revision des Sektorenplans für die Regierung also tatsächlich als äußerste Ostgrenze des Steinbruchsgelände gilt;

In der Erwägung, dass nach der Umweltverträglichkeitsprüfung die infolge der Unterzeichnung der Vereinbarung mit den Anwohnern von dem Steinbruchbetreiber angelegten Pufferzonen die Sichtbarkeit des als Abbaugebiet einzutragenden Gebiets beachtlich begrenzen; dass dieses Gebiet nur ab den Feldern, die an seinem Rand stehen, ab dem «chemin de Beez» in Boninne und ab der Autobahn E411 in Fahrtrichtung nach Brüssel sichtbar ist; In der Erwägung, dass das Gebiet des raumplanerischen Ausgleichs wegen seines Reliefs sichtbar ist; dass es nämlich einen bewaldeten Schutzwall bildet, und somit erlaubt, den Steinbruch ab der Umgebung und insbesondere für die Anwohner der Straße «rue du Bois Cerisier» zu verbergen; dass seine abgeänderte Zweckbestimmung als Grüngelände also eine allerletzte Garantie für seine Beibehaltung darstellt;

In der Erwägung, dass da keine Einrichtung oder Arbeit notwendig ist, um eine Pufferzone auf dem ganzen Gebiet der durch die Vereinbarung vom 1994 östlich des Abbaugebiets erwähnten Gelände anzulegen, ihre heutige Zweckbestimmung erhalten werden kann; dass dadurch, dass der Sektorenplan östlich des Abbaugebiets nicht revidiert wird, die Beibehaltung der heutigen Zweckbestimmung garantiert wird;

In der Erwägung jedoch, dass als Antwort auf die geäußerten Befürchtungen bezüglich des Fehlens eines Trenngebiets um die beantragte Erweiterung die Regierung innerhalb des Umkreises des Abbaugebiets, so wie dieses der öffentlichen Untersuchung unterworfen wurde, die Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift *R.1.9. vorsieht, um eine Pufferzone zu schaffen; dass die Abgrenzung dieses Gebiets *R.1.9. derjenigen, die vom Steinbruchbetreiber in seiner Akte vom Oktober 2003 auf der Abbildung Nr. 9 «Eventuelle Durchführungsmöglichkeiten des Projekts, vorgesehene Zweckbestimmungen» vorgestellt worden war, entspricht; dass es klar ist, dass die neue Trasse des «chemin Beez-Longsart» außerhalb jeglicher Pufferzone um den Steinbruch vorgesehen wird; dass der Weg vor der tatsächlichen Inbetriebnahme des durch den vorliegenden Erlass in Erweiterung des bestehenden Gebiets vorgesehenen Abbaugebiets verlegt werden muss;

In der Erwägung, dass die Eintragung einer Vorschrift als Überdruck auf dem Abbaugelände es erlauben wird, die Hinterlegung einer Sicherheit bei der eventuellen Erteilung einer Abbaugenehmigung vorzusehen, damit der Steinbruchbetreiber die Erfüllung seiner Verpflichtungen in dieser Hinsicht gewährleistet;

In Erwägung der Bemerkungen und Beanstandungen über das Infragestellen des im Sektorenplan vorgestellten raumplanerischen Ausgleichs angesichts der Sachlage, da das Gebiet bereits abgebaut und seit langem neugestaltet worden ist; In Erwägung der Beschwerden, durch die die Änderung der Zweckbestimmung eines im Sektorenplan eingetragenen aber noch nicht bewirtschafteten Abbaugebiets beantragt wird;

In der Erwägung, dass die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt auf den Begutachtungsantrag, der gemäß dem Wunsch des CRAT in seinem Gutachten vom 30. Mai 2008 (Artikel 4 des CWATUPE) ihr am 27. März 2009 unterbreitet wurde, nicht geantwortet hat;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung einen vorrangigen Lebensraum im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG über weniger als 0,5 ha innerhalb des über einer Fläche von 5,5 ha vorgesehenen Ausgleichsgebiets lokalisiert, der in einem sonnenliebenden Vorwald von Birken und Weiden auf trockener Kalkwiese besteht;

In der Erwägung, dass diese Grundstücke nach dem Betrieb völlig neugestaltet worden sind; dass sie fast alle Eigentum der Stadt Namur sind; dass sie übrigens durch die zwischen dem Steinbruchbetreiber und der Stadt Namur abgeschlossenen Vereinbarungen gedeckt sind; dass sie der Forstregelung im Sinne des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch unterliegen;

In der Erwägung, dass im üblichen administrativen Verfahren ein Gebiet mit einer Fläche von weniger als einem halben Hektar nicht im Sektorenplan eingetragen wird; dass im vorliegenden Fall nach der Analyse der Umweltverträglichkeitsprüfung die Sachlage nicht rechtfertigt, dem ganzen Gebiet des raumplanerischen Ausgleichs ein Naturinteresse anzuerkennen; dass die durch den Steinbruchbetreiber vorgeschlagene und schon im Vorentwurf gewählte Zweckbestimmung als Grüngelände den Anwohnern eine bessere Garantie der Erhaltung des Geländes in seinem Zustand gewährleisten würde, weil kein Bau gestattet wird, im Gegensatz zur Zweckbestimmung als Forstgebiet, so wie sie in Artikel 36 des Gesetzbuches vorgesehen ist; dass es Ziel der Regierung ist, das Gelände als Pufferzone zu erhalten, und dass die Zweckbestimmung als Grüngelände also vollkommen angebracht ist;

In der Erwägung, dass der raumplanerische Ausgleich den Bestimmungen des Gesetzbuches beachtet;

In der Erwägung, dass in ihrem Gutachten vom 25. Februar 2010 der CRAT «es zu schätzen weiß, dass das Projekt einen raumplanerischen Ausgleich in unmittelbarer Nähe des Projekts zur Erweiterung des Abbaugebiets vorsieht»

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans den Grundsätzen von Artikel 1 des Gesetzbuches entsprechen, sofern der Entwurf der SA SAGREX darauf abzielt, auf wirtschaftliche Bedürfnisse einzugehen und gleichzeitig die Erhaltung der mit der Abbautätigkeit auf dem Gelände verbundenen Arbeitsstellen mit den Bemühungen für die Lebensqualität der Anwohner zu vereinbaren;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Teiländerung der Karte 47/4 des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) wird endgültig angenommen.

Art. 2 - Die zusätzliche Vorschrift *R.1.9. ist anzuwenden: «Das durch den vorliegenden Erlass als *R.1.9. gekennzeichnete Gebiet ist zur Bildung einer Pufferzone bestimmt, die ggf. Anpflanzungen umfasst, wobei jegliche Änderung des Bodenreliefs ausgeschlossen ist».

Art. 3 - Die Revision wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 4 - Die beigefügte Umwelterklärung wird angenommen.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

den 25. Februar 2010

Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über den Antrag aus Revision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez)

Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUP bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

KONTEXT DES ENTWURFS

Kurze Beschreibung des Projekts:

Eintragung im Sektorenplan der folgenden Gebiete:

- ein Abbaugebiet von 5,5 ha auf Gebieten, die zur Zeit als Agrargebiet und Forstgebiet mit landschaftlichem Interesse eingetragen sind, zwecks der weiteren Herstellung von Mischgut aus Kalkstein.
- ein Grüngebiet auf einem bestehenden Abbaugebiet als Ausgleichmaßnahme

Antrag:	Revision des Sektorenplans
Lokalisierung:	Am linken Ufer der Maas, östlich der E411 und südlich des «Domaine de Longsart»
Umweltverträglichkeitsprüfer	ARIES Consultants, Rosières
Zuständige Behörde	Wallonische Regierung
Datum des Eingangs der Akte:	6. Januar 2010

Analyse der Akte

Nachdem der CRAT alle Elemente der Akte zur Kenntnis genommen hat, gibt er ein günstiges Gutachten über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Namur ab.

Der CRAT macht folgende Bemerkungen:

• **Über die Grenzen der Erweiterung des Abbaugebiets**

Der CRAT weist darauf hin, dass die Eintragung eines Abbaugebiets von 5,5 ha als Erweiterung des bestehenden Abbaugebiets erlauben wird, den Betrieb des Steinbruchs über ungefähr fünf Jahre weiterzuführen.

Wenn das Abbaugebiet jedoch Gegenstand eines neuen Antrags auf Erweiterung sein sollte, so müsste seine Zweckmäßigkeit insbesondere angesichts der Auswirkungen auf die Umwelt analysiert werden (zum Beispiel, Auswirkungen auf das Waldgebiet im Osten und auf die nahen Häuser).

Der CRAT unterstreicht, dass nach der Analyse des Studienbüros für Umweltverträglichkeitsprüfungen, die Erweiterung auf den Grenzen des Vorkommens beruht

• **über die vorgeschlagene Abgrenzungsvariante**

der CRAT unterstützt die im Projekt gewählte Abgrenzung, da er der Ansicht ist, dass die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Alternative 1 nicht zweckmäßig ist. Er erinnert nämlich daran, dass die Trenngebiete innerhalb der Abbaugebieten einzuschließen sind.

• **Eventuelle Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt**

Der CRAT stellt nach Durchsicht der Umweltverträglichkeitsprüfung fest, dass das Projekt geringe Auswirkungen auf die landwirtschaftlichen Betriebe aufweist.

Die Eintragung dieses Abbaugebiets müßte keine Auswirkungen auf die pauschalen entfernten Präventivzonen zum Schutze der naheliegenden Wasserentnahmestellen haben.

Außerdem stellt der CRAT nach Analyse der Umweltverträglichkeitsprüfung fest, dass seine Auswirkungen auf die Landschaft und die Lebensqualität der nahen Anwohner begrenzt sein wird, da das Gebiet ab den Häusern und Straßen kaum sichtbar ist, da neue Anpflanzungen im Norden angelegt werden, um der Blick auf den Steinbruch zu begrenzen, da die betroffene Fläche gering ist und es um die Erweiterung eines bestehenden Steinbruchs geht, dessen Abbaufront sich in entgegengesetzter Richtung von den Häusern entwickelt.

Was die eventuelle Auswirkung auf den Verkehr auf den Straßen in der Nähe des Steinbruchs betrifft, so stellt der CRAT nach Analyse der Umweltverträglichkeitsprüfung fest, dass das Projekt keine zusätzlichen Auswirkungen als diejenigen, die von dem heutigen Betrieb bereits hervorgerufen werden, haben wird.

Der CRAT weist ebenfalls darauf hin, dass eine Vereinbarung zwischen dem Steinbruchbetreiber und dem Ausschuss der Anwohner «Environnement Beez-Longsart asbl» unterzeichnet wurde, um die Auswirkungen des Steinbruchs auf die Lebensqualität der Anwohnern zu begrenzen.

• **über den raumplanerischen Ausgleich**

Der CRAT spricht sich für den raumplanerischen Ausgleich und die Eintragung eines Grüngiebts angesichts des biologischen Reichtums des betroffenen Gebiets aus. In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird nämlich auf das Bestehen eines vorrangigen Lebensraumes (sonnenliebender Vorwald von Birken und Weiden auf trockener Kalkwiese), das Vorhandensein von *Epipactis helleborine*, die teilweise nach der Anlage VII des Gesetzes über die Erhaltung der Natur geschützt wird, und von einigen in der Wallonie seltenen Pflanzenarten hingewiesen.

Der CRAT weiß ebenfalls zu schätzen, dass das Projekt einen raumplanerischen Ausgleich in unmittelbarer Nähe des Projekts zur Erweiterung des Abbaugiebts vorsieht.

Was das Rest betrifft, macht der CRAT darauf aufmerksam, dass bestimmte von dem Gemeinderat und anlässlich der öffentlichen Untersuchung geäußerten Bemerkungen nicht in den Zuständigkeitsbereich der Revision des Sektorenplans sondern der Bedingungen der Globalgenehmigung fallen.

P. BARRAS,
Präsident

Umwelterklärung über die endgültige Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet, einem Grüngbiet und zwei Überdrücken auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez)

Die vorliegende Umwelterklärung ist kraft Artikel 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend «Gesetzbuch» genannt) erforderlich. Es wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans Namur über die Erweiterung des bestehenden Abbaugiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur in Beez beigefügt.

In vorliegender Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Die Gründe für die Entscheidungen, die im angenommenen Sektorenplan unter Berücksichtigung der anderen möglichen vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls zusammengefasst.

Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Diese Revision des Sektorenplans Namur hat zum Zweck, die Weiterführung während ungefähr fünf Jahren der Herstellung von Mischgut aus Kalkstein durch die Fa SAGREX, die zur Zeit das Abbaugebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Namur in Beez bewirtschaftet, zu erlauben,

Sie betrifft die Eintragung eines Abbaugiebts von 5,5 ha. Ein Teil dieses Gebiets wird an der zusätzlichen Vorschrift *R.1.9. gebunden: «Das durch den vorliegenden Erlass als *R.1.9. gekennzeichnete Gebiet ist zur Bildung einer Pufferzone bestimmt, die ggf. Anpflanzungen umfasst, wobei jegliche Änderung des Bodenreliefs ausgeschlossen ist».

Als Ausgleich wird ein bewirtschaftetes, im Sektorenplan eingetragenes Abbaugebiet gleichzeitig in ein Grüngbiet auf dem selben Gelände des Steinbruchs umwandelt.

Chronologie der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42 bis 44 des Gesetzbuches vorgesehenen Verfahren unterzogen.

Durch Erlass vom 27. Mai 2004 hat die Wallonische Regierung beschlossen, dass die Karte 47/4 des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) einer Revision zu unterziehen ist, und hat den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans angenommen.

Infolge des Inkrafttretens des «RESA-Dekrets», das das Gesetzbuch abändert, hat die Wallonische Regierung durch Erlass vom 20. April 2006 den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 abgeändert, und beschlossen, die Karte 47/4 des Sektorenplans Namur zwecks Eintragung eines Abbaugiebts und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) einer Revision zu unterziehen. Durch den selben Erlass wird der Vorentwurf zur beschlossenen Revision des Sektorenplans angenommen und der Minister der räumlichen Entwicklung damit beauftragt, den Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umwelttrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung zu unterbreiten;

Durch ihren Erlass vom 6. Dezember 2006 hat die Wallonische Regierung beschlossen, eine Sektorenplan-Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen und hat den Inhalt angenommen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplanes wurde von der gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen anonyme Gesellschaft «ARIES Consultants» durchgeführt. Das abschließende Dokument der Studie wurde im August 2008 abgegeben.

Durch Erlass vom 5. Dezember 2008 hat die Regierung die Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugiebts und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) vorläufig angenommen.

Die öffentliche Untersuchung wurde vom 6. April 2009 bis zum 20. Mai 2009 gemäß den Artikeln 4, 43 und 46 des Gesetzbuches veranstaltet. Sie hat Anlass zu 33 Beschwerden gegeben.

Eine Informationsversammlung hat am 30. April 2009 stattgefunden.

Die Konzertierungsversammlung hat am 20. Mai 2009 stattgefunden.

Der Gemeinderat von Namur hat am 29. Juni 2009 ein ungünstiges Gutachten abgegeben. Seine Beurteilung beruht insbesondere auf Fragen über die Einhaltung durch den Steinbruchbetreiber der 1984 zwischen ihm und den Anwohnern unterzeichneten und durch den Gemeinderat gebilligten Vereinbarung, die Bewahrung der Wasserressourcen, die Natur und den Standort des raumplanerischen Ausgleichs und darauf, dass es nicht sicher ist, dass die vorgeschlagene Erweiterung tatsächlich die letzte ist, die von dem Steinbruchbetreiber an dieser Stelle in Betracht gezogen wird.

Der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung hat am 8. Februar 2010 ein günstiges Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die umweltbezogene Zweckmäßigkeit des Projekts abgegeben, insofern die Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers berücksichtigt werden.

Der Regionalausschuss für Raumordnung hat am 25. Februar 2010 ein günstiges Gutachten abgegeben, jedoch mit Bemerkungen und Beanstandungen bezüglich der Grenzen des Abbaugebiets, der vorgeschlagenen Abgrenzungsalternative, der eventuellen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, des raumplanerischen Ausgleichs. Der Wortlaut dieses Gutachtens wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans beigefügt und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Überlegungen zum Umfeld und zur Umwelt

Der Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Namur, dem die vorliegende Umwelterklärung als Anlage beigefügt wird, übernimmt die vom CRAT vorgeschlagenen Erwidern auf die Beschwerden. Er nimmt das Gutachten des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung zur Kenntnis, das die Umweltverträglichkeitsprüfung als qualitativ bewertet und ein günstiges Gutachten über die umweltbezogene Zweckmäßigkeit des Entwurfs zur Abänderung des Sektorenplans abgibt, insofern den Empfehlungen des Umweltverträglichkeitsprüfers Rechnung getragen wird. Der Erlass weicht vom Gutachten des Gemeinderates Namur ab, insofern er die endgültige Annahme der Eintragung eines Abbaugebiets bestätigt und den raumplanerischen Ausgleich, der im Sektorenplanentwurf vorgestellt wurde, beibehält, weil er als bewaldete Fläche in der Nähe des Steinbruchs gestaltet ist und eine echte Schutzwand darstellt, die den Steinbruch für die unmittelbaren Anwohner von Beez verbirgt.

Allgemeines

Ein Teil der im Laufe der öffentlichen Untersuchung eingereichten Beschwerden und der vom CRAT und vom CWEDD abgegebenen Empfehlungen und Gutachten sind nicht im Rahmen des Sektorenplans sondern der Erteilung und weiteren Behandlung der Genehmigung zu behandeln. So zum Beispiel die heutigen Betriebsbedingungen des Geländes, die Normen hinsichtlich des Lärms, der Schwingungen usw. Andere Bemerkungen betreffen Angelegenheiten, die nicht vom Gesetzbuch abhängen, und die nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Revision durchzuführen sind. So zum Beispiel die Verlegung von Wegen, die im Atlas der Gemeindestraßen und -wege angeführt sind.

Diese Fragen sind bei der Erteilung oder Abänderung von Erlaubnissen, die erst in Betracht gezogen werden können, wenn die vorliegende Revision des Sektorenplans in Kraft getreten ist, insbesondere auf der Grundlage der nachstehenden Elemente und der in der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung beigebrachten Elementen zu untersuchen.

Grenzen der Erweiterung

Die Abänderung des Sektorenplans wird vorgesehen, um die Bewirtschaftung des Geländes während eines Zeitraums von fünf Jahren zu erlauben.

Bestimmte Beschwerdeführer sind der Ansicht, dass die durch den 1991 erstellten Sektorenplan festgelegte Grenze beibehalten werden muss, da sie eine zeitliche Begrenzung des Abbaus sichert, und den Anwohnern eine Hoffnung auf eine kurzfristige Betriebsverlagerung sowie auf eine bessere Lebensqualität läßt.

Die Wahl der Regierung in dem vorliegenden Beschluss besteht darin, die Abbautätigkeit auf dem Gelände von Beez für einen Zeitraum von ungefähr fünf Jahren fortzuführen, um auf wirtschaftliche Bedürfnisse einzugehen, und die mit einer Abbautätigkeit auf dem Gelände verbundene Beschäftigung beizubehalten, und gleichzeitig die Lebensqualität der Anwohner zu bewahren.

Andere Beschwerdeführer äußern ihre Befürchtungen, dass nach diesem Zeitraum von fünf Jahren eine neue Erweiterung des Abbaugeländes beantragt wird. Der CRAT schließt diese Hypothese nicht aus und macht Empfehlungen vor deren Untersuchung.

Im am 27. Mai 2004 verabschiedeten Vorentwurf des Sektorenplans war diese Frage bereits in Betracht gezogen. Hinsichtlich des Schutzes und der Verwaltung der Bodenschätze wird im Entwicklungsplan des regionalen Raums (SDER) eine Option gewählt, die darin besteht, auf die Raumbedürfnisse für die Abbautätigkeit für die kommenden 30 Jahre einzugehen. Die Bedürfnisse über dreißig Jahre des Geländes Beez wurden so um 31 ha Brutto-Vorkommen geschätzt. Im Vorentwurf wird deutlich angegeben, dass wegen der örtlichen Gegebenheiten keine Erweiterung über die von dem Steinbruchbetreiber erwähnten Gelände hinaus möglich ist, und dass die Option des SDER in dieser Hinsicht also nicht erreicht werden kann. Im Vorentwurf wird ebenfalls angegeben, dass das durch den vorliegenden Erweiterungsantrag im Rahmen des durch die Universität Lüttich erstellten Inventars der Bodenschätze betroffene Vorkommen nicht gebilligt wurde.

Die Regierung bestätigt erneut, dass es sich um die letzte Erweiterung des Steinbruchgeländes von Beez handelt, und fügt diese Erwägung in den vorliegenden Erlass zur endgültigen Annahme des Sektorenplans ein. So antwortet sie auf die Befürchtungen der Beschwerdeführer und schließt jetzt jede Diskussion ab, die nachher infolge der Bemerkung des CRAT eröffnet werden könnte.

Wasser

Einige Beschwerdeführer weisen darauf hin, dass der Vorschlag zur Abänderung des Sektorenplans eine waagerechte Erweiterung des Betriebs anstatt einer Erweiterung eher in die Tiefe des heutigen Geländes voraussetzt. Diese Frage steht in enger Verbindung mit der Frage des Schutzes der Grundwasserleitschicht, die ebenfalls von Beschwerdeführern aufgeworfen wurde, und nachstehend behandelt wird.

Im Vorentwurf des Sektorenplans stand, dass sich der heutige Steinbruchboden des Betriebs auf dem Höhestand + 77 m befindet, und dass es keine Trockenlegung des Wassers der Grundwasserleitschicht gibt. Im Vorentwurf wurde ebenfalls angegeben, dass durch eine waagerechte Erweiterung des Steinbruchs der Betreiber darauf abzielt, die Untergrundwasserressourcen zu schützen, durch die Begrenzung der Tendenz zur Vertiefung, die eine große Menge Trockenlegungswasser, deren Behandlung außerdem teuer wäre, entstehen lassen würde.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird geschlussfolgert, dass die hydrogeologischen Auswirkungen des Projekts angesichts der für den heutigen Steinbruch beobachteten und für den späteren Betrieb vorgesehenen Eigenschaften als gering betrachtet werden können.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat bei der Informationsversammlung, die am 30. April 2009 stattgefunden hat, die verschiedene Gefahren in Sachen Stabilität des Bodens und der Bauten und in Sachen Verschmutzung, die durch eine Absenkung des Grundwassers durch Abpumpen verursacht wären, erklärt. Es wurde deutlich davon abgeraten, diese Maßnahme vorzunehmen, und es wurde geschlussfolgert, dass sich die Vertiefung des heutigen Steinbruchgeländes nicht als zweckmäßig erweist.

Laut der Umweltverträglichkeitsprüfung sollten außerdem die am Rande der Maas gelegenen Wasserentnahmestellen durch die Erweiterung des Steinbruchbetriebs nicht beeinflusst werden, da sie niedriger als der Steinbruch gelegen sind.

Die Regierung berücksichtigt diese Schlussfolgerungen im vorliegenden Erlass zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans und bestätigt also die Erweiterung des Abbaugebiets.

Geologie

Es werden Beschwerden über die schlechte Qualität des Gesteins des durch das Projekt betroffenen Vorkommens angeführt.

Im Sektorenplan-Umweltverträglichkeitsprüfung wird aus der Analyse der geologischen Karte und aufgrund der Kenntnis des abgebauten Vorkommens geschlussfolgert, dass das Gestein die gleichen Eigenschaften aufweisen muss, wie dasjenige, das zur Zeit in dem Steinbruch in Betrieb abgebaut wird.

Lebensqualität — Lebensrahmen — Landschaft — Konflikte in der Bodenbenutzung

Einige Beschwerdeführer monieren den nicht wiederzumachenden Schaden an der Landschaft in Beez und der Staatswaldung von Marche-les-Dames.

Der Wald von Marche-les-Dames ist nämlich in der Liste der außergewöhnlichen Erbgüter der Wallonie aufgenommen. Außerdem wird in dem Erlass, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan einer Revision zu unterziehen ist, bereits angegeben, dass die örtlichen Gegebenheiten keine Erweiterung über den von dem Steinbruchbetreiber vorgestellten Umkreis hinaus erlaubt; dass die vorliegende Revision des Sektorenplans für die Regierung also tatsächlich die äußerste Ostgrenze des Steinbruchgeländes festlegt.

Die Relevanz dieser Beschwerden wird von der Regierung anerkannt. Nach der Umweltverträglichkeitsprüfung begrenzen beachtlich die infolge der Unterzeichnung der Vereinbarung mit den Anwohnern von dem Steinbruchbetreiber angelegten Pufferzonen den sichtbaren Umkreis des als Abbaugebiet einzutragenden Gebiets; es wird ebenfalls erklärt, dass dieses Gebiet nur ab den Feldern, die an seinem Rand stehen, ab dem «chemin de Beez» in Boninne und ab der Autobahn E411 in Fahrtrichtung nach Brüssel sichtbar ist;

Andere Beschwerdeführer heben die Konflikte über die Bodenbenutzung durch mehrere Aktivitäten hervor: Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Abbau.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird eingeräumt, dass die Wichtigkeit der landwirtschaftlichen Funktion in der Nähe des Projekts durch den Entwurf nicht grundsätzlich in Frage gestellt wird, dass die Beseitigung von zwei landwirtschaftlichen Parzellen Gegenstand von Verhandlungen zwischen dem Steinbruchbetreiber und dem Landwirt ist; dass die Beseitigung der landwirtschaftlichen Parzellen die Bewirtschaftung der restlichen landwirtschaftlichen Flächen nicht beeinträchtigen soll; dass das betroffene Agrargebiet ein geringes biologisches Interesse und einen schwachen agronomischen Wert aufweist. Die Generaldirektion der Landwirtschaft wurde vor jeglicher Beschlussfassung der Regierung über das Projekt zu Rate gezogen. In ihrem Gutachten vom 26. Februar 2004 erklärte diese Generaldirektion, dass die Grundstücke wegen der ständigen Feuchtigkeit oder der Nähe des Waldes einen geringen agronomischen Wert aufweisen. Ein großer Teil dieser Fläche ist nämlich nicht angebaut. Die zwei betroffenen Betriebe können deshalb durch den bloßen Verlust dieser Grundstücke nicht gefährdet werden.

Pufferzone

Bei der Untersuchung des Antrags hat die Regierung die Fragen der Eintragung und der Gestaltung der mit dem Projekt verbundenen Pufferzonen bereits analysiert. So hat die Regierung zum Zeitpunkt der Annahme des Sektorenplanentwurfs ihren ursprünglichen Vorschlag beibehalten, der darin bestand, nur ein Abbaugebiet im Nordosten des bereits bestehenden Abbaugebiets einzutragen, insbesondere weil bei der eventuellen Erteilung der für die Erschließung des Gebiets erforderlichen Globalgenehmigung eine Sicherheitsleistung zur Gewährleistung der Erhaltung oder der Anlage einer Pufferzone für das ganze Gebiet verlangt werden könnte;

Bei der öffentlichen Untersuchung beantragten einige Beschwerdeführer, dass Pufferzonen überall am Rand des Steinbruchs angelegt werden und den in der Vereinbarung vom 1. September 1994 gewählten Pufferzonen entsprechen. Insbesondere fokussieren die Beschwerdeführer auf die Eintragung einer Pufferzone im Osten auf Grundstücken, die in dem Umkreis der vorliegenden Revision des Sektorenplans nicht aufgenommen worden sind.

Als Antwort auf die Befürchtungen hinsichtlich des Fehlens eines Trenngebiets am Rande der beantragten Erweiterung nimmt die Regierung innerhalb des Umkreises des der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Abbaugebiets die Eintragung einer zusätzlichen Vorschrift *R.1.9. an, die zur Anlage einer Pufferzone bestimmt ist. Die Abgrenzung dieses Gebiets *R.1.9. entspricht genau derjenigen, die vom Steinbruchbetreiber in seiner Akte vom Oktober 2003 auf der Abbildung 9 «Eventuelle Optionen bezüglich der Durchführung des Projekts, vorgesehene Zweckbestimmungen» vorgestellt worden war.

So antwortet die Regierung ebenfalls auf die Bemerkung des CRAT, der nämlich daran erinnert, dass die Trenngebiete innerhalb der Abbaugebieten einzuschließen sind.

Die Regierung hat außerdem keine Absicht, den Umkreis der Revision des Sektorenplans östlich des im Projekt des Sektorenplans angenommenen Geländes zu erweitern. Wegen der Gegebenheiten der in der Vereinbarung genannten, im Osten gelegenen Gebiete sind zur Anlage einer Pufferzone weder ein physischer Eingriff des Steinbruchbetreibers noch eine Sicherheitsleistung nötig.

Es ist ebenfalls klar, dass die neue Trasse des «chemin Beez-Longsart» außerhalb jeglicher am Rande des Steinbruchs gelegenen Pufferzone vorgesehen wird und dass der Weg vor der tatsächlichen Inbetriebnahme des durch den vorliegenden Erlass in Erweiterung des bestehenden Gebiets vorgesehenen Abbaugebiets verlegt werden muss.

Außerdem wird die Eintragung einer Vorschrift als Überdruck auf dem Abbaugebiet im Gegensatz zu den alternativen Vorschlägen der Plan- Umweltverträglichkeitsprüfung erlauben, bei der eventuellen Erteilung einer Abbaugenehmigung eine Sicherheitsleistung vorzusehen, damit der Steinbruchbetreiber die Erfüllung seiner diesbezüglichen Verpflichtungen gewährleistet.

Planologischer Ausgleich

Der raumplanerische Ausgleich besteht in der Wiederherstellung eines seit langem völlig neugestalteten Abbaugebiets mit einer Fläche von ungefähr 6,5 ha, das südlich des Geländes von Beez gelegen ist, um sie in ein Grüngebiet umzuwandeln.

Die Beschwerden über den Ausgleich bemängeln die Tatsache, dass das betroffene Gelände seit langem saniert ist, und zwar gerade wie es in den Verpflichtungen des Steinbruchbetreibers vorgesehen war, und sind der Ansicht, dass die Maßnahme zwecks dessen Eintragung als Grüngelände keinen Mehrwert im Verhältnis zum neuen Projekt bringen wird. Einige Beschwerdeführer schlagen vor, dass einem nicht benutzten Abbaugelände seine Zweckbestimmung entzogen wird. Ein Vorschlag in diesem Sinne wird von der Gemeinde Namur für das Abbaugelände Lives-sur-Meuse und Bossimé gemacht, obwohl die Gemeinde andererseits anerkennt, dass der raumplanerische Ausgleich, so wie er vorgestellt wird, den gesetzlichen Bestimmungen entspricht.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Entwurf des Sektorenplans hat die Standortwahl des als raumplanerischer Ausgleich vorgeschlagenen Geländes gebilligt.

Der CRAT hat sich aus den in seinem Gutachten erklärten Gründen günstig über den raumplanerischen Ausgleich ausgesprochen.

Die Regierung bestätigt die Standortwahl für den Ausgleich in dem Erlass zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans, da das Gelände eine bewaldete Schutzwall bildet, die somit ebenfalls erlaubt, den Steinbruch ab der Umgebung und insbesondere für die Anwohner der Straße «rue du Bois Cerisier» zu verdecken. Durch seine Umwandlung in ein Grüngelände wird also eine allerletzte Garantie zur Beibehaltung in diesem Zustand gegeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2011 zur endgültigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung von einem Abbaugelände, einem Grüngelände und zwei Überdrücken auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez).

Namur, den 20. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2011/27156]

20 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, van een groengebied en van twee overdrücken op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 4, 22, 23, 25, 32 tot 41 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1986 en 5 december 1991 tot vaststelling van het gewestplan Namen, meermaals gewijzigd;

Gelet op de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 20 april 2006 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente NAMEN (Beez) en tot aanneming van de inhoud van het effectenonderzoek van het plan;

Overwegende dat het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan uitgevoerd wordt door de naamloze vennootschap ARIES Consultants, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek; overwegende dat het einddocument van het onderzoek in augustus 2008 werd ingediend;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez);

Overwegende dat het openbaar onderzoek van 6 april 2009 tot 20 mei 2009 is georganiseerd overeenkomstig de artikelen 4, 43 en 46 van het Wetboek; dat een informatievergadering op 30 april 2009 heeft plaatsgevonden;

Gelet op de documenten van het dossier die tijdens het openbaar onderzoek geraadpleegd zijn;

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek zijn ingediend;

Gelet op de notulen van de overlegvergadering die op 20 mei 2009 heeft plaatsgevonden;

Gelet op het ongunstige advies van de gemeenteraad van Namen van 29 juni 2009;

Gelet op het gunstige advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) van 8 februari 2010;

Gelet op het met opmerkingen en bemerkings gepaard gaand gunstig advies, gegeven door de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) op 25 februari 2010;

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek zijn ingediend en die in de door de gemeente Namen opgemaakte lijst opgenomen zijn als volgt :

de heer Gérard Jean, rue de Forêt 22, 5000 Beez

de heer en Mevr. de Rosen de Borgharen-de Paul de Brachifontaine, rue du Long-Sart 102, 5021 Boninne

Namur-Est Environnement, rue de Maizeret 29, 5101 Loyers

de heer en Mevr. Ciparisse-Paelinck, avenue Reine Elisabeth 72, 5000 Namen

de heer Aspeslagh, rue du Mont 54, 5000 Beez

de heer de Thysebaert, rue du Beffroi 34, 1000 Bruxelles

Environnement Beez-Long-Sart ASBL, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne

de heer en Mevr. Gloesener, rue de la Jachère 26, 5021 Boninne

Mevr. Graux Sylviane, rue de la Jachère 14, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Falaise, rue de la Jachère 10, 5021 Boninne
de heer Depasse André, rue de la Jachère 48, 5021 Boninne
de heer Ceulemans, rue de la Jachère 18, 5021 Boninne
de heer Seron Jean, rue des Joncs 37, 5021 Boninne
de heer Hubert Jacques, rue des Joncs 15, 5021 Boninne
de heer Godfrind Marcel, rue des Joncs 3, 5021 Boninne
de heer Grandjean Baudouin, rue du Long-Sart 19, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Caruso-Wilmet, rue des Joncs 27, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Van't Hul-Fiévez, rue de la Jachère 60, 5021 Boninne
de heer Braibant Bernard, rue du Long-Sart 110, 5021 Boninne
Mevr. Legrand Martine, rue du Long-Sart 72, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Vandepapeliere, rue du Long-Sart 38, 5021 Boninne
Mevr. Carlier Marie-France, rue du Long-Sart 32, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Delforge-D'Aout, rue du Long-Sart 50, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Colot-Doyen, rue du Long-Sart 44, 5021 Boninne
Mevr. Hirtz-Bouvier, rue Arthur Mahaut 4, 5021 Boninne
de heer Nisolle J.-F., rue du Long-Sart 90, 5021 Boninne
Mevr. Adelbrecht-Dorpe, rue des Joncs 24, 5021 Boninne
Mevr. Massart Françoise, rue de la Jachère 11, 5021 Boninne
de heer en Mevr. Martin-Picard, rue de la Jachère 32, 5021 Boninne
mevr. Thyselbaert, rue Théodore Baron 38, 5000 La Plante
de heer Bouvy André, rue Pépin 34, 5000 Namur
Mevr. Stephenne Françoise, avenue Reine Elisabeth 210, 5000 Beez
de heer en Mevr. Stoffels, geen adres;

Overwegende dat het ongunstige advies van de gemeenteraad van Namen gemotiveerd is door elementen die op de site van de huidige steengroeve betrekking hebben op de niet-naleving door de uitbater van de steengroeve van bepalingen van de overeenkomst van 1994 gesloten tussen de omwoners en de uitbater van de steengroeve en goedgekeurd door de gemeenteraad, op de noodzaak om de tot drinkwater verwerkbare watervoorraden te beschermen, op de keuze van het compensatiegebied terwijl de gemeente een alternatief voorstelt voor die planologische compensatie, op het feit dat het niet zeker is dat de aangevraagde uitbreiding de uiterste definitieve grens van de omtrek van de uitbating van de steengroeve vormt;

Overwegende dat de Regering instemt met de antwoorden die de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » in haar advies van 25 februari 2010 heeft gegeven;

Overwegende dat de Regering bovendien bijkomende motiveringen wil aanreiken om een antwoord te geven op de ingediende opmerkingen en vaststellingen;

Gelet op de verschillende belangen; dat in dit stadium van het project geen enkele drukfactor van menselijk of milieu aard is vastgesteld; overwegende dat de Regering wenst voorkeur te geven aan de voortzetting van de ontginningsactiviteit te Beez en aan het behoud van de tewerkstelling op de site;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen die betrekking hebben op de niet-naleving door de vennootschap Gralex van de verbintenissen van de overeenkomst van 1 september 1994 gesloten tussen de omwoners en de uitbater van de steengroeve en van de toegekende vergunningen, op de gevaarlijkheid van de instortingen te wijten aan het feit dat de uitbater van de steengroeve de site tot zijn uiterste grens uitbaat, met name ter hoogte van de « chemin de Beez » te Boninne, op de hinder gebonden aan de uitbating van de huidige of toekomstige steengroeve, op de erbarmelijke levenskwaliteit te Beez gebonden aan de aanwezigheid van bestaande of beoogde steengroeven;

Overwegende dat de naleving van de vergunningen en van de verbintenissen tussen de stad en het steengroevebedrijf in de eerste plaats onder de bevoegdheid valt van de gemeentelijke overheid; dat die bezwaren de naleving van het vigerende gewestplan niet betreffen en *a fortiori* onafhankelijk zijn van de lopende herziening;

Overwegende dat de tijdens het openbaar onderzoek ingediende opmerkingen gedeeltelijk betrekking hebben op de huidige uitbating van de steengroeve alsmede op uitbatingvoorwaarden van de toekomstige site die in voorkomend geval gepland en gepreciseerd zouden worden aan het einde van de behandeling van een dossier betreffende de aanvraag van een ontginningsvergunning gestaafd met preciezere elementen;

Overwegende dat de in het planeffectonderzoek vermelde maatregelen over de omkeerbaarheid van de bestemmingen en de bepaling van technische uitrustingen eventueel bekrachtigd zullen worden bij de behandeling van het dossier betreffende de aanvraag van een ontginningsvergunning die voor elke uitvoering van de site ingediend moet worden;

Overwegende dat het effectenonderzoek vermeldt dat de uitvoering van het herziene gewestplan geen gevolg zou moeten hebben op de bebouwing; dat alleen de « chemin de Beez » te Boninne verplaatst zou moeten worden; dat wat het verkeer, het lawaai, de trillingen en de luchtkwaliteit betreft, de huidige toestand gedurende vijf jaar zou voortduren;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen over het feit dat NV SAGREX de huidige site niet dieper uitbaat en om een horizontale uitbreiding via een herziening van het gewestplan liever verzoekt;

Overwegende dat de uitbater van de steengroeve een horizontale uitbreiding van de steengroeve rechtvaardigt door de wil om de grondwatervoorraden te beschermen door de neiging tot de uitdieping te beperken, die een belangrijke bemaling als gevolg zou hebben, waarvan de valorisatie overigens duur zou zijn;

Overwegende dat indien de op 5 mei 1999 afgegeven ontginningsvergunning de bodemafmeting van de huidige site niet beperkt, voorwaarden er in geval van bemaling opgelegd zullen worden;

Overwegende dat de auteur van het planeffectonderzoek bovendien tijdens de publieke informatievergadering die op 30 april 2009 heeft plaatsgevonden, gewezen heeft op verschillende risico's inzake de stabiliteit van de gronden en van de bouwwerken en inzake verontreiniging die een verlaging van de grondwaterstand door het wegpompen als gevolg zou hebben; dat het duidelijk afgeraden is tot die handeling over te gaan; dat de uitdieping van de huidige steengroeve dus niet opportuun lijkt;

Overwegende dat het effectenonderzoek vermeldt dat de uitbreiding van de steengroeve geen gevolg zou moeten hebben op de aan de Maas gelegen waterwinningen dankzij hun lage ligging ten opzichte van de steengroeve;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen over de tegenspraak van het project ten opzichte van de doelstellingen van het PEDD: kwaliteit van de site betrokken bij de opnemings van het ontginningsgebied die als natuurlijke site wordt beschouwd, agronomisch kwaliteitsvolle gronden, belang van de instandhouding van de teeltgronden;

Overwegende dat het effectenonderzoek besluit tot een nietige kwaliteit van het natuurlijke milieu dat aanwezig is in de landbouwgedeelten van de site bestemd om ontgonnen te worden en tot een lage kwaliteit van het natuurlijke milieu aanwezig in het beboste gedeelte;

Overwegende dat wat de menselijke activiteiten betreft, de uitvoering van het herziene gewestplan daadwerkelijk de verdwijning van landbouwgebieden als gevolg zou hebben; dat enkele van de betrokken gronden volgens het effectenonderzoek daadwerkelijk een hoge agronomische waarde hebben; overwegende dat het Directoraat-generaal Landbouw bovendien in zijn advies van 26 februari 2004 vermeldde dat de terreinen een geringe agronomische waarde hebben wegens de aanwezige vochtigheid of de nabijheid van de bossen; dat een groot gedeelte van die oppervlakte daadwerkelijk niet bebouwd wordt, dat de twee betrokken bedrijven niet in het gedrang kunnen komen door het loutere feit van het verlies van die terreinen en tot de conclusie kwam dat het zicht verzet tegen het project;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen over de erbarmelijke kwaliteit van de steen in het nieuwe geplande gebied en een voorstel dat de uitbater van de steengroeve zijn andere site met een beste kwaliteit uitbaat;

Overwegende dat het effectenonderzoek aangeeft dat het gebied concomitant en parallel is met de huidige noordoostelijke uitbating; dat geen eventueel geologisch verstoring element tussen het gebied en de huidige steengroeve tot nu toe is gesignaleerd; dat het dan ook zeer waarschijnlijk is dat de in het gebied aanwezige gesteenten een gelijke kwaliteit hebben aan welke die heden in de steengroeve gekend is; dat het project overigens de NV SAGREX het mogelijk zou maken een betere aflossing van de op zijn site van Beez verrichte investeringen te waarborgen;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen over het feit dat de verbintenissen van de overeenkomst van 1994 voorzien in een afzonderingsgebied in het oosten van de site dat in deze herziening van het gewestplan niet opgenomen is, over het feit dat de uitbater van de steengroeve meermaals uitbreidingen naar het oosten heeft aangevraagd, waarvan de vorige als de laatste was aangekondigd en over de vrees dat de boomgroep van Marche-les-Dames op termijn betrokken wordt bij een toekomstig ontginningsproject;

Overwegende dat deze herziening beperkt wordt tot de oostelijke omtrek van het ontginningsgebied bedoeld in de overeenkomst van 1994;

Overwegende dat het bos van Marche-les-Dames daadwerkelijk opgenomen is op de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest; dat het besluit tot herziening van het gewestplan reeds vermeldt dat de configuratie van het gebied de uitbreiding van de steengroeve boven de door het steengroevebedrijf voorgestelde omtrek niet mogelijk maakt; dat deze herziening van het gewestplan dan ook de uiterste oostelijke grens van de steengroeve voor de Regering vormt;

Overwegende dat het effectenonderzoek vermeldt dat de bufferszones aangelegd door de uitbater van de steengroeve ten gevolge van de ondertekening van de overeenkomst met de omwoners, het blikveld van het gebied dat als ontginningsgebied opgenomen moet worden, sterk beperkt; dat dat gebied vanuit de velden erlangs vanaf de « chemin de Beez » te Boninne en vanuit de autosnelweg E411 in de richting Brussel zichtbaar is; overwegende dat het gebied als planologische compensatie wegens zijn reliëf meer zichtbaar is; dat dat gebied daadwerkelijk een bebost merloen vormt en dat het op die manier de steengroeve vanuit het omliggende milieu en in het bijzonder voor de bewoners van de rue du Bois Cerisier kan verbergen; dat de herclassificatie ervan als bosgebied dus een ultieme waarborg is voor zijn behoud in staat;

Overwegende dat geen inrichting of werk dan ook noodzakelijk is om een bufferzone aan te leggen op het geheel van de in de overeenkomst van 1994 bedoelde terreinen in het oosten van het ontginningsgebied en dat hun huidige bestemming gehandhaafd kan worden; dat het gebrek aan herziening van het gewestplan in het oosten van het ontginningsgebied de handhaving van de huidige bestemmingen garandeert;

Overwegende dat om in te spelen op de uitgedrukte vrees over het gebrek aan een afzonderingsgebied rondom de aangevraagde uitbreiding, de Regering in de omtrek van het ontginningsgebied zoals het onderworpen is aan een openbaar onderzoek evenwel rekening houdt met de opnemings van een bijkomend voorschrift * R.1.9. bestemd om een bufferzone te vormen; dat de afbakening van dat gebied * R.1.9. overeenstemt met het gebied voorgesteld door de uitbater van de steengroeve in zijn dossier van oktober 2003 op beeld nr. 9 « eventuele opties voor de uitvoering van het project, geplande bestemmingen »; dat het nieuwe tracé van de weg Beez-Longsart zal voorzien moeten worden buiten elke bufferzone rondom de steengroeve; dat de weg verplaatst zal moeten worden voor de werkelijke uitbating van het ontginningsgebied opgenomen in dit besluit als uitbreiding van het bestaande gebied;

Overwegende dat de opnemings van een voorschrift als overdruk op het ontginningsgebied het mogelijk maakt om in een borgstelling te voorzien bij de eventuele afgifte van een ontginningsvergunning opdat de uitbater van de steengroeve zijn verplichtingen terzake zou kunnen vervullen;

Gelet op de opmerkingen en vaststellingen over het opnieuw ter sprake brengen van de planologische compensatie voorgesteld in het project van gewestplan rekening houdend met zijn feitelijke toestand, aangezien het gebied al heel lang uitbaat en heraangelegd is; gelet op de bezwaarschriften betreffende de aanvraag tot afkeuring van een nog niet uitbaat ontginningsgebied vermeld in het gewestplan;

Gelet op het gebrek aan antwoord van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden en Leefmilieu op het verzoek om advies dat hem op 27 maart 2009 is gericht overeenkomstig de wens uitgedrukt door de CRAT uitgedrukt in haar advies van 30 mei 2008 (artikel 4 van het CWATUPE);

Overwegende dat het effectenonderzoek in de zin van Richtlijn 92/43/EEG een prioritaire habitat aanduidt die zich op minder dan een halve ha uitbreidt binnen het compensatiegebied dat een oppervlakte van 5,5 ha zou innemen, dat deze habitat zou bestaan uit een pioniere lichtboomsoortige berkenbos-wilgenbos op een droog kalkhoudend grasland;

Overwegende dat deze gronden na exploitatie volledig zijn heraangelegd; dat zij bijna allemaal eigendom zijn van de Stad Namen; dat zij, overigens, gedekt zijn door de overeenkomsten tussen de uitbater van de steengroeve en de stad Namen; dat zij in aanmerking komen voor de bosregeling in de zin van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

Overwegende dat de permanente administratieve praktijk erin bestaat om de opnemingsplan van een gebied van minder dan een halve hectare niet te onderscheiden; dat, in dit specifieke geval, volgens de analyse van het effectenonderzoek, de bestaande feitelijke toestand de erkenning van het hele gebied van planologische compensatie als natuurlijk waardevol gebied niet vereist; dat de bestemming van het groengebied voorgesteld door de uitbater van de steengroeve en opgenomen in het voorontwerp aan de omwonenden meer zekerheid zou geven wat betreft het behoud van de site in zijn toestand door o.a. geen enkel bouwwerk toe te laten in tegenstelling tot de bestemming van het bosgebied zoals bedoeld in artikel 36 van het Wetboek; dat, aangezien de Regering het behoud van de site als bufferzone nastreeft, de bestemming als groengebied volkomen aangewezen is;

Overwegende dat de planologische compensatie de bepalingen van het Wetboek naleeft;

Overwegende dat de Regering herhaalt dat de CRAT in haar advies van 25 februari 2010 het op prijs stelt dat « het project in een planologische compensatie voorziet in de onmiddellijke nabijheid van het project tot uitbreiding van het ontginningsgebied »;

Overwegende dat deze herziening van het gewestplan aansluit op de principes van artikel 1 van het Wetboek daar het project van de NV SAGREX een antwoord beoogt te bieden aan economische behoeften rekening houdend met het behoud van de tewerkstelling in verband met de ontginningsactiviteit op de site en met de inspanningen voor het behoud van de levenskwaliteit van de omwonenden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke wijziging van blad 47/4 van het gewestplan Namen met betrekking tot de opnemingsplan van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez) wordt definitief aangenomen.

Art. 2. Het bijkomende voorschrift *R.1.9 is van toepassing : « Het gebied gemerkt *R.1.9 is bestemd om een bufferzone die eventueel beplantingen omvat, te vormen, met uitzondering van elke wijziging van het bodemreliëf ».

Art. 3. De herziening wordt overeenkomstig het bijgaande plan aangenomen.

Art. 4. De bijgaande milieuverklaring wordt aangenomen.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 20 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

25 februari 2010

Advies van de CRAT in verband met de aanvraag tot herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemingsplan van een ontginningsgebied en een bosgebied te Beez (Namen)

Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

De CRAT heeft kennis genomen van het geheel van de hierboven vermelde elementen van het dossier en heeft ze geanalyseerd.

CONTEXT VAN HET ONTWERP

Korte beschrijving van het project :

Opnemingsplan in het gewestplan van de volgende gebieden :

- een ontginningsgebied van 5,5 ha op terreinen die heden opgenomen zijn als landbouwgebied en als landschappelijk waardevol bosgebied om de productie van kalkgranulaat voort te zetten
- een groengebied op een bestaand ontginningsgebied als compensatie

Aanvraag :	Herziening van het gewestplan
Ligging :	Op de linkeroever van de Maas, in het oosten van de E411 en in het zuiden van het Domein van Longsart
Auteur van het onderzoek :	ARIES Consultants, Rosières
Gemachtigde overheid :	De Waalse Regering,
Datum van ontvangst van het dossier :	6 januari 2010

Analyse van het dossier

Nadat ze kennis heeft genomen van het geheel van de hierbovenvermelde elementen van het dossier, brengt de « CRAT » een gunstig advies over de herziening van het gewestplan Namen.

De CRAT oppert de volgende opmerkingen en vaststellingen :

- **Over de grenzen van de uitbreiding van het ontginningsgebied**

De CRAT wijst erop dat de opneming van een ontginningsgebied van 5,5 ha als uitbreiding van het bestaande ontginningsgebied de voortzetting van de uitbating van de steengroeve voor ongeveer vijf jaar zal waarborgen.

Als het ontginningsgebied evenwel het voorwerp uitmaakt van een nieuwe uitbreidingsaanvraag, moet de opportuniteit ervan geanalyseerd worden, met name ten opzichte van de daaruit voortvloeiende milieugevolgen (bij voorbeeld, gevolgen op de boomgroep in het oosten en op de nabijgelegen woningen).

De CRAT onderstreept dat de uitbreiding zich volgens de analyse van het onderzoeksbureau op de grenzen van de afzetting baseert.

- **Over het voorgestelde afbakingsalternatief**

De CRAT ondersteunt de in het project overwogen afbakening en acht dat het door de auteur van het effectenonderzoek voorgestelde alternatief 1 niet geschikt is. Ze herhaalt inderdaad dat de bufferzones binnen hetzelfde ontginningsgebied opgenomen moeten worden.

- **Over de eventuele effecten van het project op het milieu**

Bij het lezen van het effectenonderzoek wijst de CRAT erop dat het project geringe effecten heeft op de landbouwbedrijven.

De opneming van dat ontginningsgebied geen effect zou moeten hebben op de verwijderde forfaitaire voorkomings- en winningsgebieden.

Gezien het effectenonderzoek onderstreept de CRAT bovendien dat zijn effect op het landschap en op de levenskwaliteit van de nabijgelegen woningen beperkt zal worden rekening houdend met de kleine zichtbaarheid van het gebied vanaf de woningen en de wegen, met de aanleg van nieuwe beplantingen in het noorden om de gezichtspunten naar de steengroeve te beperken, met de kleine betrokken oppervlakte en rekening houdend met het feit dat het om een bestaande steengroeve gaat, waarvan de werkfront verwijderd is van de woningen.

Wat betreft het eventuele effect op het verkeer ter hoogte van de bij de steengroeve gelegen wegen, wijst de CRAT bij het lezen van het effectenonderzoek erop dat het project geen andere gevolgen zal hebben dan welke die veroorzaakt zijn door de huidige uitbating.

De CRAT wijst er ook op dat een overeenkomst getekend is tussen de uitbater van de steengroeve en het comité van omwoners « Environnement Beez-Longsart ASBL » om de effecten van de steengroeve op de levenskwaliteit van de omwoners te beperken.

- **Over de planologische compensatie :**

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de planologische compensatie en de opneming van een bosgebied gezien de biologische rijkdom van het betrokken gebied. Het effectenonderzoek wijst inderdaad op de aanwezigheid van een prioritair habitat op het communautaire niveau (pioniere lichtboomssoortige berkenbos-wilgenbos op een droog kalkhoudend grasland), de aanwezigheid van de brede wespenorchis die gedeeltelijk beschermd wordt overeenkomstig bijlage VII bij de wet op het natuurbehoud en van enige zeldzame soorten in Wallonië.

De CRAT stelt het ook op prijs dat het project in een planologische compensatie voorziet in de onmiddellijke nabijheid van het project tot uitbreiding van het ontginningsgebied.

Overigens wijst de CRAT erop dat enkele opmerkingen die de gemeenteraad bij het openbaar onderzoek heeft uitgedrukt, niet van de herziening van het gewestplan maar wel van de voorwaarden van de globale vergunning afhangen.

Ph. BARRAS,
voorzitter

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied, van een groengebied en van twee overdrukken op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez)

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens de bepalingen van artikel 44, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het « Wetboek »). Deze verklaring behoort tot het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opneming van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez).

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop het milieueffectenonderzoek, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen. Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van het plan zoals aangenomen, rekening houdende met de andere denkbare redelijke oplossingen.

Voorwerp van de herziening van het gewestplan

Deze herziening van het gewestplan heeft als doel de productie van kalkgranulaat door de vennootschap SAGREX gedurende ongeveer vijf jaar voort te zetten; deze vennootschap baat nu het ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Namen te Beez uit.

Ze heeft betrekking op de opneming van een ontginningsgebied van 5,5 ha. Een gedeelte van dat gebied is voorzien van het bijkomende voorschrift *R.1.9: « Het gebied gemerkt *R.1.9 is bestemd om een bufferzone die eventueel beplantingen omvat, te vormen, met uitzondering van elke wijziging van het bodemreliëf ».

Als compensatie wordt een uitgebaat ontginningsgebied vermeld in het gewestplan tegelijkertijd omgevormd tot een bosgebied op dezelfde steengroeve.

Chronologie van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan onderging de procedure waarvan sprake in de artikelen 42 tot en met 44 van het Wetboek.

Bij besluit van 27 mei 2004 heeft de Waalse Regering beslist om het blad nr. 47/4 van het gewestplan Namen te herzien met het oog op de opneming van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez) en heeft ze het voorontwerp van herziening van het gewestplan aangenomen.

Ten gevolge van de inwerkingtreding van het decreet RESA tot wijziging van het Wetboek heeft de Waalse Regering bij besluit van 20 april 2006 het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 gewijzigd, waarbij ze beslist heeft om het blad nr. 47/4 van het gewestplan Namen te herzien met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez). Bij hetzelfde besluit wordt het voorontwerp van de aldus besloten herziening van het gewestplan aangenomen en wordt de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee belast, de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek ter advies voor te leggen aan de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ».

Bij besluit van 6 december 2006 heeft de Waalse Regering beslist een effectenonderzoek van het gewestplan te laten uitvoeren en heeft ze de inhoud ervan aangenomen.

Het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan is uitgevoerd door de NV ARIES Consultants, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42, van het Wetboek. Het einddocument van het onderzoek werd in augustus 2008 ingediend

Bij besluit van 5 december 2008 heeft de Waalse Regering de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen voorlopig aangenomen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez).

Het openbaar onderzoek is van 6 april 2009 tot 20 mei 2009 georganiseerd overeenkomstig de artikelen 4, 43 en 46 van het Wetboek. Het heeft aanleiding gegeven tot 33 bezwaarschriften.

Een informatievergadering heeft op 30 april 2009 plaatsgevonden.

De overlegvergadering heeft op 20 mei 2009 plaatsgevonden.

Op 29 juni 2009 heeft de gemeenteraad van Namen een ongunstig advies uitgebracht. Zijn beoordeling rust in het bijzonder op de vragen betreffende de naleving door de uitbater van de steengroeve van de overeenkomst getekend in 1984 tussen hem en de omwoners en bekrachtigd door de gemeenteraad, de bescherming van de watervoorraden, de natuur en de ligging van de planologische compensatie en het feit dat het niet zeker is dat de voorgestelde uitbreiding daadwerkelijk de laatste die het steengroevebedrijf ter plaatse heeft gepland.

De « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » heeft op 8 februari 2010 een gunstig advies uitgebracht over de kwaliteit van het effectenonderzoek en de ecologische opportuniteit van het project voor zover de aanbevelingen van de auteur van het effectenonderzoek in aanmerking worden genomen.

De « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » heeft op 25 april 2010 een gunstig advies uitgebracht samen met opmerkingen en vaststellingen over de grenzen van de uitbreiding van het ontginningsgebied, over het voorgestelde afbakingsalternatief, over de eventuele gevolgen van het project op het milieu en over de planologische compensatie. De tekst van dat advies wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan en wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Leefmilieuvorwaarden

Het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Namen, waarbij deze milieuverklaring gevoegd wordt, neemt de antwoorden van de CRAT op de bezwaren over en vult ze aan. Het neemt akte van het advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » die vindt dat de kwaliteit van het effectenonderzoek goed is en die een gunstig advies heeft uitgebracht over de ecologische opportuniteit van het ontwerp tot wijziging van het gewestplan voor zover de aanbevelingen van de auteur van het effectenonderzoek in aanmerking worden genomen. Het besluit wijkt af van het advies van de gemeenteraad van Namen voor zover het de definitieve aanneming van de opnemings van een ontginningsgebied bekrachtigt en de planologische compensatie handhaaft die voorgesteld in het ontwerp van gewestplan wegens zijn configuratie als beboste helling in de nabijheid van de steengroeve en daar het een gezichtscherms vormt, waarbij de steengroeve voor de onmiddellijke omwoners van Beez verborgen wordt.

Algemeen

Een gedeelte van de tijdens het openbaar onderzoek ingediende bezwaren en van de aanbevelingen en de adviezen uitgebracht door de CRAT en de CWEDD hangt niet af van deze herziening van het gewestplan maar wel van de afgifte en van de opvolging van de vergunning. Dit is het geval voor de huidige uitbatingvoorwaarden van de site, voor de geluidsnormen, voor de trillingen, enz. Andere opmerkingen hebben betrekkingen op aangelegenheden die niet van het Wetboek afhangen, die uitgevoerd zullen moeten worden nadat deze herziening van het gewestplan in werking zal treden. Het is bij voorbeeld het geval van de verplaatsing van wegen opgenomen in de atlas van de buurtwegen

Deze vragen zullen onderzocht moeten worden bij de afgifte of de wijziging van vergunningen, die slechts in aanmerking zullen worden genomen wanneer deze herziening van het gewestplan in werking zal treden op grond met name van de hieronder vermelde elementen en van de elementen vermeld in het effectenonderzoek van het gewestplan.

Uitbreidingsgrenzen

De wijziging van het gewestplan is voorzien om de uitbating van de site door de uitbater van de steengroeve tijdens vijf jaar mogelijk te maken.

Enkele bezwaardiniers achten dat de grens bepaald in het in 1991 opgemaakte gewestplan gehandhaafd moet worden daar ze een beperking van de ontginning in de tijd waarborgt en de hoop op een overplaatsing naar het buitenland op korte termijn alsmede een betere levenskwaliteit aan de omwoners laat.

De keuze van de Regering in deze beslissing is de voortzetting van de ontginningsactiviteit op de site van Beez voor ongeveer vijf jaar te bevestigen om te kunnen inspelen op economische behoefte en om de tewerkstelling gebonden aan de ontginningsactiviteit op de site te handhaven en tegelijkertijd de levenskwaliteit van de omwoners te beschermen.

Andere bezwaarindieners vrezen dat een andere aanvraag tot uitbreiding van de steengroeve na die periode van vijf jaar wordt ingediend. De CRAT sluit deze hypothese niet uit en maakt aanbevelingen vóór het onderzoek ervan.

Het op 27 mei 2004 aangenomen voorontwerp van gewestplan nam deze vraag reeds in aanmerking. Wat betreft de bescherming en het beheer van de ondergrondse rijkdommen kiest het gewestelijk structuurplan voor de optie die erin bestaat, in te spelen op de behoefte aan ruimte voor de ontginningsrijverheid in de komende dertig jaar. De behoefte over dertig jaar van de site van Beez is dus op 31 ha brutoafzetting geraamd. Het voorontwerp vermeldt dat de configuratie van de plaats geen uitbreiding boven de door de uitbater van de steengroeve bedoelde terreinen mogelijk maakt en dat de optie van het Waals structuurplan daarover niet in aanmerking kan worden genomen. Het voorontwerp vermeldt ook dat de in deze uitbreidingsaanvraag bedoelde afzetting niet bekrachtigd is in het kader van de inventaris van de ondergrondse rijkdommen uitgevoerd door de Universiteit Luik.

De Regering bevestigt opnieuw dat het om de laatste uitbreiding van het steengroevebedrijf van Beez gaat en neemt deze overweging op in dit besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan. Ze antwoordt op die manier op de vrees van de bezwaarindieners en sluit vanaf nu elke discussie die later opnieuw op gang zou kunnen worden gebracht ten gevolge van de opmerking van de CRAT.

Water

Bezwaarindieners vermelden dat het voorstel tot wijziging van het gewestplan een horizontale uitbreiding van de exploitatie veronderstelt ten nadele van een diepere uitbreiding van de huidige site. Die vraag die ook door bezwaarindieners gesteld wordt, is nauw gebonden aan het aspect van de bescherming van de waterlaag waarvan sprake hieronder.

Het voorontwerp van het gewestplan vermeldde dat de huidige bodemafmeting van de exploitatie ter hoogte van + 77 m is gelegen en dat er geen bemaling van het water uit de waterlaag is. Het voorontwerp vermeldt ook dat de uitbater van de steengroeve via een horizontale uitbreiding van de steengroeve de bescherming van de grondwatervoorraden beoogt door de neiging tot de uitdieping te beperken, die een belangrijke bemaling als gevolg zou hebben, waarvan de valorisatie overigens duur zou zijn.

Het effectenonderzoek besluit dat de hydrageologische impact van de uitvoering van het project als miniem kan worden beschouwd gelet op de kenmerken vastgesteld voor de huidige steengroeve en gepland voor de toekomstige exploitatie.

De auteur van het planeffectenonderzoek heeft tijdens de publieke informatievergadering die op 30 april 2009 heeft plaatsgevonden, gewezen op verschillende risico's inzake de stabiliteit van de gronden en van de bouwwerken en inzake de verontreiniging die een verlaging van de grondwaterstand door het wegpompen als gevolg zou hebben. Het is duidelijk afgeraden tot die handeling over te gaan en het is besloten dat de uitdieping van de huidige steengroeve dus niet opportuun lijkt.

Het effectenonderzoek vermeldt bovendien dat de uitbreiding van de steengroeve geen gevolgen zou hebben op de aan de Maas gelegen waterwinningen dankzij hun lage ligging ten opzichte van de steengroeve.

De Regering houdt rekening met deze conclusies in dat besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan en bevestigt dus de uitbreiding van het ontginningsgebied.

Geologie

Bezwaarindieners maken gewag van de erbarmelijke kwaliteit van de steen in de in het project bedoelde afzetting.

Samenvattend uit het onderzoek van de geologische kaart en uit de kennis van de uitgebate afzetting besluit het effectenonderzoek van het gewestplan dat de rotsen dezelfde kwaliteiten moeten hebben als welke die heden in de in bedrijf zijnde steengroeve uitgebaat worden.

Levenskwaliteit — Leefomgeving — Landschap — Conflicten in het gebruik van de bodem

De aan het landschap van Beez en aan het domaniale bos van Marches-les-Dames gerichte schade wordt door bezwaarindieners aan de kaak gesteld.

Het bos van Marche-les-Dames is daadwerkelijk opgenomen op de lijst van het buitengewoon patrimonium van het Waalse Gewest. Overigens vermeldt het besluit tot herziening van het gewestplan reeds dat de configuratie van de plaats de uitbreiding van de steengroeve boven de door het steengroevebedrijf voorgestelde omtrek niet mogelijk maakt en dat deze herziening van het gewestplan dan ook de uiterste oostelijke grens van de steengroeve voor de Regering vormt.

De Regering erkent de relevantie van deze bezwaarschriften. Het effectenonderzoek vermeldt evenwel dat de bufferszones aangelegd door de uitbater van de steengroeve ten gevolge van de ondertekening van de overeenkomst met de omwoners, het blikveld van het gebied dat als ontginningsgebied opgenomen moet worden, sterk beperken en dat dat gebied vanuit de velden erlangs vanaf de « chemin de Beez » te Boninne en van de autosnelweg E411 in de richting Brussel zichtbaar is.

Andere bezwaarindieners leggen de nadruk op de conflicten in het gebruik van de bodem door verschillende activiteiten : landbouw, bosbouw en ontginning.

Het effectenonderzoek bepaalt dat het project het belang van de landbouwfunctie in de nabijheid van het project niet echt op de helling zal zetten; dat de schrapping van twee landbouwpercelen het voorwerp uitmaakt van onderhandelingen tussen de uitbater van de steengroeve en de landbouwer; dat de schrapping van de landbouwpercelen de exploitatie van de overige landbouwoppervlakten niet zou moeten hinderen; dat het betrokken landbouwgebied een geringe biologische waarde en een geringe agronomische waarde vertonen. Het Directoraat-generaal Landbouw werd geraadpleegd voor elke beslissing van de Regering over het project. In zijn advies van 26 februari 2004 vermeldde dat directoraat-generaal dat de terreinen een geringe agronomische waarde hebben wegens de voortdurende vochtigheid die erin aanwezig is of wegens de nabijheid van de bossen. Een groot gedeelte van die oppervlakte wordt daadwerkelijk niet bebouwd. De twee betrokken exploitaties kunnen niet in het gedrang komen door het loutere feit van het verlies van die terreinen.

Bufferzone

Tijdens de behandeling van de aanvraag heeft de Regering de vragen over de opnemings- en de configuratie van de bufferzones gebonden aan het project reeds bestudeerd. Bij de aanneming van het ontwerp van gewestplan heeft de Regering zo haar oorspronkelijk voorstel behouden om een ontginningsgebied uitsluitend op te nemen ten noordoosten van het bestaande ontginningsgebied wegens o.a. het feit dat een borgstelling vereist zou kunnen worden om het behoud of de aanleg van een bufferzone te garanderen voor de gehele site bij de eventuele afgifte van de globale vergunning die noodzakelijk is voor de ontsluiting van het gebied.

Tijdens het openbaar onderzoek verzoeken bezwaarindieners erom dat de bufferzones rondom de steengroeve gelegen zijn en met degene die gekozen zijn in de overeenkomst van 1 september 1994 overeenstemmen. De bezwaarindieners concentreren zich in het bijzonder op de opnemings- van een bufferzone in het oosten, op terreinen die niet opgenomen zijn in de omtrek van deze herziening van het gewestplan.

Om in te spelen op de vrees over het gebrek van een afzonderingsgebied rondom de aangevraagde uitbreiding houdt de Regering in de omtrek van het ontginningsgebied zoals het onderworpen is aan openbaar onderzoek rekening met de opnemings- van een bijkomend voorschrijf *R.1.9 bestemd om een bufferzone te vormen. De afbakening van dat gebied *R.1.9 stemt precies overeen met die voorgesteld door de uitbater van de steengroeve in zijn dossier van oktober 2003 op beeld nr. 9 « eventuele opties voor de uitvoering van het project, geplande bestemmingen ».

De Regering geeft dus ook een antwoord op de opmerking van de CRAT die herhaalt dat de bufferzones binnen hetzelfde ontginningsgebied opgenomen moeten worden.

De Regering wil overigens de omtrek van de herziening van het gewestplan niet uitbreiden in het oosten van de site gekozen in het ontwerp van gewestplan. De configuratie van de in het oosten gelegen terreinen bepaald in de overeenkomst van 1994 vereist volgens de Regering geen materiële tussenkomst van het steengroevebedrijf voor de aanleg van een bufferzone, noch geen borgstelling.

Het nieuwe tracé van de weg Beez-Longsart moet ook voorzien worden buiten elke bufferzone rondom de steengroeve en de weg moet verplaatst worden voor de werkelijke uitbating van het ontginningsgebied opgenomen in dit besluit als uitbreiding van het bestaande gebied

Dankzij de opnemings- van een voorschrijf als overdruk op het ontginningsgebied — in tegenstelling tot de in het effectenonderzoek van het gewestplan voorgestelde alternatieven — zal bovendien kunnen worden voorzien in een borgstelling bij de eventuele afgifte van een ontginningsvergunning opdat de uitbater van de steengroeve zijn verplichtingen terzake zou kunnen vervullen.

Planologische compensatie

De planologische compensatie bestaat in de herclassificatie als groengebied van een ontginningsgebied met een oppervlakte van ongeveer 6,5 ha die al heel lang volledig heraangelegd is en die gelegen is in het zuiden van de site van Beez.

De bezwaarschriften over de compensatie leveren kritiek op het feit dat de betrokken site al heel lang gesaneerd is, wat gepland was in de verbintenissen van het steengroevebedrijf en achten dat de opnemings- als groengebied geen enkele opwaardering zal geven ten opzichte van het nieuwe project. Bezwaarindieners stellen voor dat een niet uitgbaat ontginningsgebied van de monumentenlijst afgevoerd wordt. De gemeente Namen heeft een voorstel in die zin over het ontginningsgebied van Lives-sur-Meuse en Bossimé gedaan, hoewel de gemeente overigens erkent dat de planologische compensatie, zoals ze voorgesteld wordt, de wettelijke bepalingen naleeft.

Het effectenonderzoek over het ontwerp van gewestplan heeft de ligging van het gebied voorgesteld als planologische compensatie bekrachtigd.

De CRAT spreekt zich gunstig uit ten aanzien van de planologische compensatie om de in haar advies uitgedrukte redenen.

De Regering bevestigt de ligging van de compensatie in het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan aangezien de site een bebost merloen vormt, dat op die manier de steengroeve vanuit het omliggende milieu en in het bijzonder voor de bewoners van de rue du Bois Cerisier kan verbergen. De herclassificatie ervan als bosgebied is dus een ultieme waarborg voor zijn behoud in staat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2011 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemings- van een ontginningsgebied, van een groengebied en van twee overdrukken op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez).

Namen, 20 juli 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY